l'unité

M 2805 - N° 360 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 30 novembre - 6 décembre 1979



Pour une politique socialiste de l'énergie

Le sabordage de la Flotte

Radio-télévision : pour ou contre le monopole

Biologie : la nature politique des choses

Ce soir on escamote...

PAR GUY PERRIMOND

MARDI soir nous étions dans un salon. Un de ces endroits « bon chic, bon genre » où le poli du discours, la facilité d'élocution, la fausse précision des faits accumulés, des chiffres débités avec l'autorité de ceux qui ont l'habitude des chiffres, masquent un mépris profond pour les autres, ceux qui se taisent, ceux qui ne pourront ni répondre ni vraiment interroger.

Mardi soir, le président de la République, questionné par trois journalistes choisis — non, il n'était pas interrogé, il y a trop d'exigence dans ce mot —, n'a fait preuve que de cynisme mondain. Comment qualifier autrement son heure de présence ?

Certes, ici et là, il y avait un zeste d'émotion contenue, une phrase longuement peaufinée que l'on place, une retenue dans la voix destinée à convaincre. Mais cela n'est ni de la sincérité ni du cœur. Tout juste de la technique, un sérieux entraînement et une bonne mémoire.

Il manquait les petits fours. A cela près nous avons eu droit au genre que vulgairement on baptise « discussion de café du commerce » mais que dans un autre monde on appelle un « tour d'horizon ». Celui-ci fut planétaire.

Premier tableau : les soucis ménagers. Barre, le R.p.r., la majorité — elle existe, le président le sait — le budget, les partis, cause du remue-ménage. Bref du banal, l'équivalent de quelques phrases sur les voitures ou le personnel de maison entre gens de bonne compagnie, durant les premières minutes d'un apéritif avant d'en venir à des questions tout de même plus sérieuses. Le résumé ? La conclusion ? Il n'y a pas de crise en France puisqu'il n'y a pas d'élections prévues (étrange répondrait n'importe quel étudiant d'histoire en première année de licence, car combien de cri-

(Suite en page 2)



© Fondation Jean Jaurès

SUITE DE LA PAGE 16

de la consommation de biens manufacturés liée à la redistribution des revenus) entraîneront à court terme une légère augmentation des besoins énergétiques dans certains secteurs. Mais ce phénomène sera vite compensé par les mesures structurelles qui réduiront la consommation spécifique d'énergie. Une politique ambitieuse d'économie doit être mise en place, portant sur tous les secteurs de consommation (industrie, transports, usages domestiques) et disposant de moyens financiers massifs. Les mesures à prendre peuvent être diversifiées : institution de normes de consommation pour les appareils et les habitations, aide aux investissements, incitations fiscales, taxes, mise en place de spécialistes des économies d'énergie dans les entreprises, mise à disposition des collectivités locales de moyens d'étude et de financement pour économiser l'énergie.

Toutes ces mesures sont possibles et procureront assez rapidement des économies considérables (consommation 15 % plus faible que la prévision du gouvernement pour 1990) sans que le niveau de vie et le confort des Français en souffrent. Au contraire... Elles ne constituent en rien une prétendue politique d'austérité, comme certains tentent de le faire croire, sans réussir d'ailleurs à le démontrer.

Promouvoir vigoureusement les énergies nouvelles

Plutôt que de répéter que ces sources d'énergie (solaire, géothermie, biomasse...) ne peuvent suffire à court terme pour remplacer le pétrole — ce que tout le monde sait — mieux vaut s'attacher à définir une politique audacieuse en la matière. Trois axes principaux sont à considérer :

— la recherche, actuellement insuffisante, doit être intensifiée afin de mettre au point les technologies et de permettre un abaissement des prix de revient ;

— les incitations financières à l'installation d'équipements consommant des énergies nouvelles (chauffe-eau solaire, notamment) doivent être beaucoup plus fortes afin de développer un véritable marché, qui n'existe pas encore ;

— les initiatives des collectivités locales doivent être favorisées ; les énergies nouvelles sont par nature « décentralisées » et les collectivités locales peuvent développer les équipements consommant ces énergies, à condition qu'elles soient correctement informées et aidées (1).

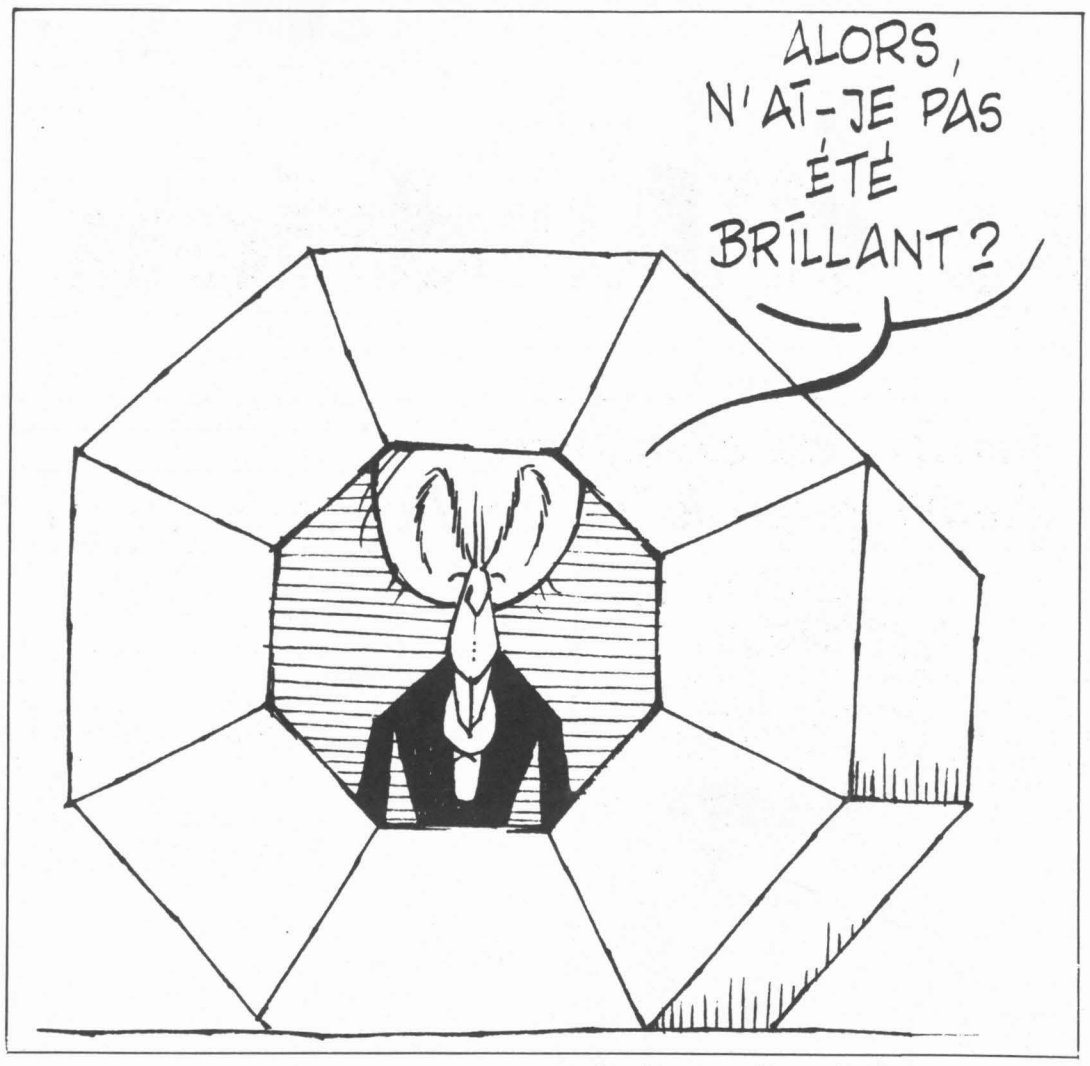
De telles opérations présentent un caractère démonstratif et pédagogique particulièrement utile au développement des énergies nouvelles. Il faut être conscient de l'importance des décisions qui seront prises dans ce domaine dans les prochaines années. Elles conditionnent notre avenir : selon ce qui sera fait d'ici à 1990, le vingt et unième siècle sera le siècle du solaire ou celui du nucléaire.

Alors que le gouvernement vise en ce qui concerne les énergies nouvelles un chiffre de 3 % du bilan énergétique à l'horizon 2000, je pense qu'une politique volontaire permettrait d'atteindre 10 %. A ceux qui trouveraient ce taux de pénétration trop rapide, je rappellerai que des ordres de grandeur supérieurs ont été observés dans le passé pour le développement de nouvelles technologies (climatisation des logements aux Etats-Unis : + 21 % par an, de 1950 à 1970 ; télévision noir et blanc en France : + 22 % par an, de 1954 à 1976).

Ralentir la pénétration du nucléaire

Les mesures envisagées ci-dessus permettent un ralentissement du programme de construction de centrales nucléaires (actuellement quatre à cinq tranches chaque année) à une tranche par an en moyenne à partir de 1985, ce qui rend inutile le développement des surrégénérateurs, dont la rentabilité n'est pas démontrée et qui engage l'avenir d'une façon dangereuse. Cela se traduirait par un recours au nucléaire deux fois plus faible que celui prévu par le gouvernement à l'horizon 2000. ●

(1) L'Association pour le développement des énergies nouvelles (A.d.e.n., 41 rue Bobillot - 75013 Paris) présidée par Alain Bombard, vice-président : Philippe Marchand, secrétaire : Paul Quilès, vient d'être créée à cet effet.



SUITE DE LA PAGE 1

ses non prévues — c'est le propre des crises — ont été dénouées par des élections non prévues mais devenues indispensables) ; la majorité existe, le président l'a rencontrée lors des élections de mars 1978 (sa définition fera école chez les politologues distingués) ; puis à profiter de l'occasion autant ne pas faire de détail, cette révélation : Raymond Barre est très proche de ceux dont la pensée est fidèle à celle du général de Gaulle. Du côté du R.p.r., les infarctus vont sûrement se multiplier...

Deuxième tableau : l'émotion. La première touche tout au moins. C'est le moment où il faut bien parler des cadavres. « Paix et repos » à celui de Robert Boulin est une bonne entrée en matière. Cela met de la distance. Et surtout permet d'abord de parler de la presse, de ces moyens d'information qui font d'une rumeur une certitude. Cela permet aussi de ne pas parler des ministres survivants, de ceux dont Boulin a parlé, lui ! Puis enfin d'annoncer aux Français qu'ils « connaîtront la vérité ». On l'espère, mais on aimerait, du même coup connaître « la vérité » sur d'autres morts — Jean de Broglie par exemple — ou sur d'autres affaires. Mais ne soyons pas pressés. La soirée commençait à peine et toute maîtresse de maison sait que pour qu'une soirée soit réussie il faut répartir les effets, faire rebondir les discussions. Justement un des questionneurs avait du savoir-vivre. Après avoir écouté avec application une tirade sur l'honnêteté de la vie politique française il a su, par une habile transition, nous mener au...

Troisième tableau : ici on dramatise. A table on apporte le foie gras. Cela crée le suspense, fait oublier les amuse-gueule. Nous n'étions pas à table. Ce fut donc l'Iran. Non, on ne vous a pas parlé du chah. Ce fut peut-être un ami, mais dans un certain monde on sait oublier ses amis. Il n'était pas convenant de parler d'un homme qui a perdu le pouvoir. En quelque sorte il a fait faillite, ma chère. Oublions-le, cela nous évitera de le condamner. L'Iran, dans tous les dîners en ville, est un moyen de faire peur. Ou de se faire peur. Pour les faibles il est à la fois fantasme et fantôme. Pour les forts c'est l'occasion de philosopher. L'invité n'a pas failli. C'est à peine si à un moment il a oublié le bon ton. Rappeler que l'on a téléphoné deux fois dans la semaine à Jimmy Carter c'était de trop. Certes, cela pouvait rassurer. Mais enfin !

Avec l'Iran la discussion risquait de s'enliser. On avait suffisamment fait peur aux « faibles » pour en arriver au grand moment de la soirée. Car il y a toujours des temps forts. Ce fut l'Afrique.

Quatrième tableau : le morceau de bravoure. Celui-là il faut le préparer. Tout est bon pour cela. Tout d'abord en affirmant qu'il n'y a qu'en France que l'on reproche à Valéry Giscard d'Estaing sa politique africaine. Le président a certainement eu de la chance : ses gentils questionneurs n'avaient pas dû avoir le temps de lire le sondage publié cette semaine par l'hebdomadaire « Jeune-Afrique ». 57 % des Africains interrogés pensent que la coopération française est négative ; 77 % désapprouvent la présence de troupes françaises en Afrique ; 90 % affirment que la présence française sert d'abord les intérêts de la France ; et, à la question : « Qui des trois chefs d'Etat (de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing) a le plus aidé l'Afrique ? » l'actuel président n'obtient que 13 % de première réponse.

Bref, étant dans un dîner en ville, on pouvait se passer de telles précisions pour en venir au gros morceau, le Centrafrique. Ce n'est pas, contrairement à ce que de nombreux Français pensent, un pays où régnait un empereur nommé Bokassa, avec qui Valéry Giscard d'Estaing a entretenu pendant des années des relations très particulières. Son nom n'ayant pas été prononcé c'est qu'il s'agit d'un autre territoire, où un régime autoritaire a tiré sur la foule, « peut-être même sur des enfants ». Et la France, enfin son président magnanime, a attendu que les dirigeants du pays lui demandent de l'aide pour que, sans un seul coup de feu... Une épopée discrète quoi, sur laquelle les journalistes-questionneurs ont été eux aussi étonamment discrets !

C'est qu'il fallait préparer la suite, parler des diamants. Ce ne fut pas brillant. A jouer la dignité bafouée faut-il encore ne pas trop en faire. Rappeler que de Gaulle a poursuivi cent dix-huit fois des journaux, c'était trop. De Gaulle aurait-il, par hasard, été accusé cent dix-huit fois d'avoir reçu des... cadeaux ?

Nous avons appris — c'est la phase calme de toute démonstration —, que les cadeaux vont et viennent, qu'ils sont conservés, donnés à des œuvres de bienfaisance ou à des musées, que la liste existe, qu'elle sera publié, bref, on a tout appris... sauf ce qui nous aurait intéressé. Et même les « démentis catégoriques et méprisants » manquaient de souffle. On s'enlisait. Mais on ne s'ennuyait pas encore. Cela allait venir. Comme il ne faut pas abuser des meilleures choses, le moment de bravoure fut court. C'est que le cynisme ne permet pas de longs développements...

Cinquième tableau : l'enlisement. Même dans les meilleurs salons il est un moment où la discussion vacille, saute du coq à l'âne, part dans tous les sens. On parla Europe, Cambodge ; on nous rappela que la situation s'améliorait. On nous prévint qu'il était impossible de connaître le prochain prix du pétrole ou la croissance de la production pour 1979, mais que l'année prochaine et surtout l'avenir serait meilleur, grâce aux patrons et à Raymond Barre ! C'est que, ma chère, il est impossible de mélanger les torchons et les serviettes, bref de parler des... ouvriers. N'importe quoi en somme. Bref, l'attention s'effilochait. C'est que rien de tout cela n'intéressait vraiment l'orateur et les spectateurs. L'heure était terminée.

Reste au fond de la gorge un cri retenu : c'est donc ça le symbole officiel de la France ? D'accord, ça a de la technique, une habileté certaine, un sens de la mise en scène efficace. Mais dieu que c'est petit ! ●

Loi Veil : irréversible

PAR CHRISTINE COTTIN

DECIDEMENT, le cœur n'y est plus. Pas un instant, la verrière qui surplombe l'hémicycle à l'Assemblée nationale n'a vibré, comme il y a cinq ans, sous les accents passionnés des partisans ou des adversaires de la libéralisation de l'avortement.

Pourtant, à l'ouverture de la séance, le 27 novembre dernier, on pouvait s'attendre à quelques belles empoignades. Au départ, pour ce débat qui devait durer une vingtaine d'heures, cent amendements, soixante-neuf orateurs, une exception d'irrecevabilité et une motion de renvoi, ces dernières démarches visant à empêcher les députés d'étudier le projet de loi. Mais très vite les amateurs de grands spectacles et de belles envolées lyriques ont déchanté.

Même dehors, la foule n'y était pas. Quelques intégristes réussissaient de bonne heure à faire le tour du Palais-Bourbon, chapelet en main, pour « exorciser les députés ». De leur côté, des femmes avaient appelé à manifester autour de l'Assemblée avec crécelles, tambourins et ballons multicolores. Seule la Préfecture y a cru : une légion de policiers bloquaient les abords de la chambre des députés. « Une vraie manif de flics ! » commentaient, hilares, deux jeunes femmes, leur tam-tam sous le bras. Au bout du compte, il faut bien le reconnaître, un calme plat.

C'est qu'un fait n'est plus discutable : depuis 1975, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Les adversaires de la libéralisation ont beau ramer, ils n'arrivent pas à remonter le courant.

Les morts et les mutilations consécutives à des avortements clandestins ont disparu : voilà contre quoi ne peuvent plus se battre les irréductibles du respect de la vie. Michel Debré lui-même l'a dit : il serait inconcevable d'en revenir à la législation de 1920. A partir de là « la question qui se pose aujourd'hui est bien de savoir si l'on doit reconduire la loi de 1975 ou la modifier », comme l'a souligné le rapporteur.

Monique Pelletier, ministre à la Condition féminine, n'avait pas gagné pour autant. Sans doute, elle jouait une partie plus facile que Simone Veil cinq ans plus tôt. La vraie bataille, désormais, devenait celle des amendements. Jusqu'où le gouvernement accepterait-il d'aménager une loi trop répressive dans de nombreux cas ? « Comment justifier l'incroyable situation juridique de ces jeunes filles, mineures si elles refusent leur grossesse, majeures si elles veulent la continuer ? » a demandé Marie Jacq, député socialiste du Finistère. S'il est clair que Monique Pelletier avait le feu vert pour débloquer la situation des femmes immigrées et revenir sur une conception plus limitée de la clause de conscience, elle ne voulait rien savoir ni pour les mineures, ni pour le remboursement de l'interruption de grossesse par la Sécurité sociale. « Nous dénonçons la liberté conditionnée par l'argent », a rétorqué Marie Jacq.

Avant le scrutin final, avant même le commencement du débat, Jacques Chirac s'était, une fois de plus, distingué. Alors qu'il a signé la loi Veil comme Premier ministre en 1975, alors qu'il a, à l'époque, envoyé une brassée de fleurs à Simone Veil pour la féliciter de sa conviction pendant les débats, il a décidé, aujourd'hui, de voter contre. Jolie pirouette de politique politicienne. A un détail près : les femmes pourraient bien ne pas apprécier que Chirac se serve de leur ventre pour renforcer sa stature face à Giscard. ●

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gabrielle Rolin, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Mémoire d'Andrieu

La mémoire de René Andrieu est exemplaire. Une seule petite faille : l'oubli total de ce qu'il écrit lui-même !

RENE Andrieu a une excellente mémoire. Il n'a pas son pareil pour retrouver des citations, vieilles de plusieurs années, de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac ou François Mitterrand. Cette mémoire exemplaire ne comporte qu'une petite faille : Andrieu « oublie » totalement ce qu'il a écrit lui-même dans son propre journal.

C'est ainsi qu'à la place même où il dénonçait deux jours de suite, vendredi et samedi derniers, la rencontre de l'Hôtel de Ville entre François Mitterrand et Jacques Chirac dans laquelle le P.c.f. veut voir la preuve de convergences entre le Parti socialiste et le Pouvoir, René Andrieu écrivait dans son éditorial de « l'Humanité » du 15 décembre 1978, il y a moins d'un an :

« Quand M. Chirac dénonce « l'abaissement de la France », quand il assure que le mécanisme « nous entraîne irrésistiblement vers des abandons de souveraineté dont nos dirigeants déclaraient au point de départ qu'ils ne voulaient pas », quand il estime que l'Europe qu'on nous prépare sera dominée par les intérêts américains, nous retrouvons là un langage qui nous est familier.

« Devrions-nous être gênés par cette convergence comme nous y invitent un certain nombre d'observateurs qui ironisent sur l'alliance entre le R.p.r. et notre parti ? Disons-le clairement : nous nous réjouissons de voir que dans un domaine décisif pour l'avenir de la France, la politique de démission du gouvernement se heurte à une résistance grandissante dans une partie de la majorité. Cette résistance est le reflet de l'inquiétude réelle qui existe dans l'opinion, bien au-delà de nos rangs. Et nous n'oublions pas qu'à certains moments importants de notre histoire — qu'il s'agisse de la Résistance ou de la lutte contre l'armée européenne — communistes et gaullistes se sont retrouvés ensemble pour défendre l'indépence nationale. Non, cela ne nous gêne nullement d'entendre MM. Chirac et Debré dénoncer les périls de l'engrenage d'une Europe supranationale. »

Certaines arrières-pensées

Sur la même lancée, Maxime Grémetz déclarait le 16 janvier 1979 à l'A.f.p. : « Communistes et gaullistes se sont souvent retrouvés dans la lutte pour l'indépendance nationale. Il peut en être de même en ce qui concerne la menace qui pèse quant à la possibilité d'extension des prérogatives de la future Assemblée européenne. L'appel lancé par Jacques Chirac au sujet de l'Europe doit être pris en considération, même en tenant compte de certaines arrière-pensées de son auteur. »

Moins de deux mois plus tard, le 4 mars 1979, au Club de la Presse d'Europe 1, un curieux dialogue s'instaurait entre René Andrieu et Jacques Chirac dont voici un extrait :

René Andrieu. — « M. Chirac, rassurez-vous, je ne vais pas vous reprocher de critiquer le gouvernement... Vous déclarez que vous ne voulez pas censurer le gouvernement parce que vous avez peur que l'on instaure un système collectiviste... Vous savez, nous ne demandons que la nationalisation de la sidérurgie et je ne crois pas que cela entraînerait l'instauration d'un système collectiviste ou le malheur pour les sidérurgistes.

M. Chirac. — M. Andrieu, si vous ne demandez que la nationalisation de la sidérurgie, nous pouvons discuter et nous pouvons même nous entendre. Si c'était exclusivement la sidérurgie et rien d'autre, vous auriez franchi un pas important.

René Andrieu. — M. Chirac, si vous êtes d'accord pour accepter la nationalisation de la sidérurgie...

M. Chirac. — Et rien d'autre.

René Andrieu. — Mais pour le moment, rien d'autre...

M. Chirac. — Alors, M. Andrieu, il y a peut-être une base de discussion. »

Cette célébration des « convergences » et des « bases de discussion » entre gaullistes et communistes n'était d'ailleurs pas nouvelle. Dans un article des « Cahiers du communisme » de juillet 1974, André Vieuguet lui découvrait même une origine très lointaine :

« L'appel aux gaullistes, par exemple, ne date pas de la dernière campagne électorale. Il a pu prendre appui sur les appels de Maurice Thorez en 1936 à réaliser « le Front français », « l'union de la nation française contre les deux cents familles », sur l'expérience des luttes communes pour la libération de la France, sur l'expérience des luttes plus rapprochées, contre la Communauté européenne de défense (C.e.d.), pour l'autodétermination du peuple algérien, contre l'O.a.s., contre l'intervention américaine au Vietnam.

« Comme le déclarait Georges Marchais à l'issue du Comité central du 8 mai 1974 : « ...entre les communistes et les gaullistes, il y a des choses qui ne sont pas liées à des circonstances électorales mais qui sont autrement plus profondes. Il s'agit de l'attachement à la nation et à sa grandeur, de l'aspiration à voir notre peuple rassemblé pour faire une société plus juste, plus fraternelle, au progrès de laquelle participent réellement tous les Français. »

Et, en août 1974, développant le même thème dans « la Nouvelle Critique » Laurent Salini était encore plus catégorique : « La rencontre entre les gaullistes et les communistes, la nouvelle rencontre devient inévitable. »



Sygma

Jacques Chirac et Georges Marchais.

Feinte indignation

Il serait aisé de multiplier ce genre de citations « oubliées » par Andrieu. Cela peut devenir un jeu fastidieux. Mais cela montre aussi l'incroyable mauvaise foi avec laquelle la direction du P.c.f. tente d'exploiter une rencontre de courtoisie élémentaire, qui n'a pas duré plus de cinq minutes et dont le P.s. a dit clairement qu'elle ne saurait avoir aucune signification politique. Il fut toute une période où les dirigeants communistes multipliaient les amabilités à l'égard des gaullistes dans l'espoir d'ouvrir un dialogue avec eux. Leur feinte indignation d'aujourd'hui ne viendrait-elle pas de la crainte de voir leur échapper ce qu'ils considéraient jusqu'à présent comme leur domaine réservé ?

C. E.

IL Y A DES LETTRES QUI SE PERDENT...

Sous le titre « En toute franchise », « l'Humanité » publie chaque jour des lettres de lecteurs. Mais il y a aussi des lettres qui ne trouvent pas leur place dans cette rubrique. Pour s'en tenir aux derniers jours, « l'Humanité » n'a pas publié la lettre de Pierre Feuilly répondant à sa mise en cause par Charles Fiterman à la suite de son interview à « l'Unité » du 16 novembre ; elle n'a pas publié la lettre de Roger-Gérard Schwarzenberg rectifiant un mensonge imprimé par elle à propos du vote d'une résolution sur l'Iran à l'Assemblée européenne ; elle n'a toujours pas publié la lettre d'Henri Fiszbin expliquant les raisons de sa démission du Comité central, sur laquelle les lecteurs de « l'Humanité » n'ont eu que la version de la direction.

En toute « morale journalistique » sans doute...

"Nous, socialistes"

C'EST sous ce titre que le secrétariat national à la Formation vient de publier une brochure (1) courte, mais fondamentale, due à peu près entièrement à Colette Audry, déléguée générale à la Formation.

S'agit-il, comme on l'a écrit ici et là, d'un argumentaire « contre le P.c. » ? Non. L'objet de cette brochure est autre : il est d'affirmer notre différence dans l'union, justement parce que celle-ci demeure notre stratégie. De ce fait, nous avons été amenés à opposer trait pour trait le comportement et les méthodes du Parti communiste et du Parti socialiste.

Il s'agit donc d'une démarche rigoureusement complémentaire à celle que suit ces jours-ci tout le Parti en travaillant sur son projet. Simplement, alors que le Projet intervient dans le domaine des idées et des perspectives, nous nous sommes attachés aux problèmes de comportement, de pratique quotidienne, qui caractérisent un parti, aux yeux de l'opinion au moins autant que les idées générales qu'il met en avant.

Cette tâche était d'autant plus nécessaire, au moment où se développe notre campagne d'adhésions que, si les hommes et les femmes de ce pays se font en général une idée assez claire des caractères, des méthodes et de l'idéologie du P.c., il n'en est pas de même du P.s., pour de nombreuses raisons que nous n'analyserons pas ici, faute de place.

C'est ce qui explique le titre même de cette brochure : « Nous, socialistes... » Ce qu'elle montre — et la démonstration vaut pour l'ensemble du « peuple de gauche » —, c'est que les différents aspects de la vie et de la politique d'un parti sont intimement mêlés. On ne peut rien comprendre aux thèses du Parti socialiste, à ses forces — et aussi à ses faiblesses — si l'on oublie son attachement fondamental aux droits de l'homme, aux intangibles libertés, à la démocratie (dans l'affaire Boulin encore, quelle est la seule grande organisation à n'avoir pas hurlé avec les loups contre « la presse » ?). De même, les « contestataires » du Parti communiste auraient-ils tout intérêt à comprendre que la manière dont « leur » direction traite le « débat » avec eux n'est pas sans rapport avec la manière dont elle traite le « débat » avec le P.s. : à la manière des juges militaires de l'affaire Dreyfus.

C'est pour cela que cette brochure, au-delà de nos camarades, s'adresse aux autres militants de gauche, organisés ou non. Elle n'est ni un argumentaire, ni un pamphlet. C'est une brochure de formation. Pour les autres et pour nous. Pour les autres par nous. ●

(1) « Nous, socialistes », commandes à adresser au secrétariat national à la Formation, 12, Cité Malesherbes - 75009 PARIS, avec le titre de paiement. L'exemplaire : 5 F, pour commande groupée de 50 exemplaires : 4,50 F ; pour commande groupée de 100 exemplaires : 4 F.

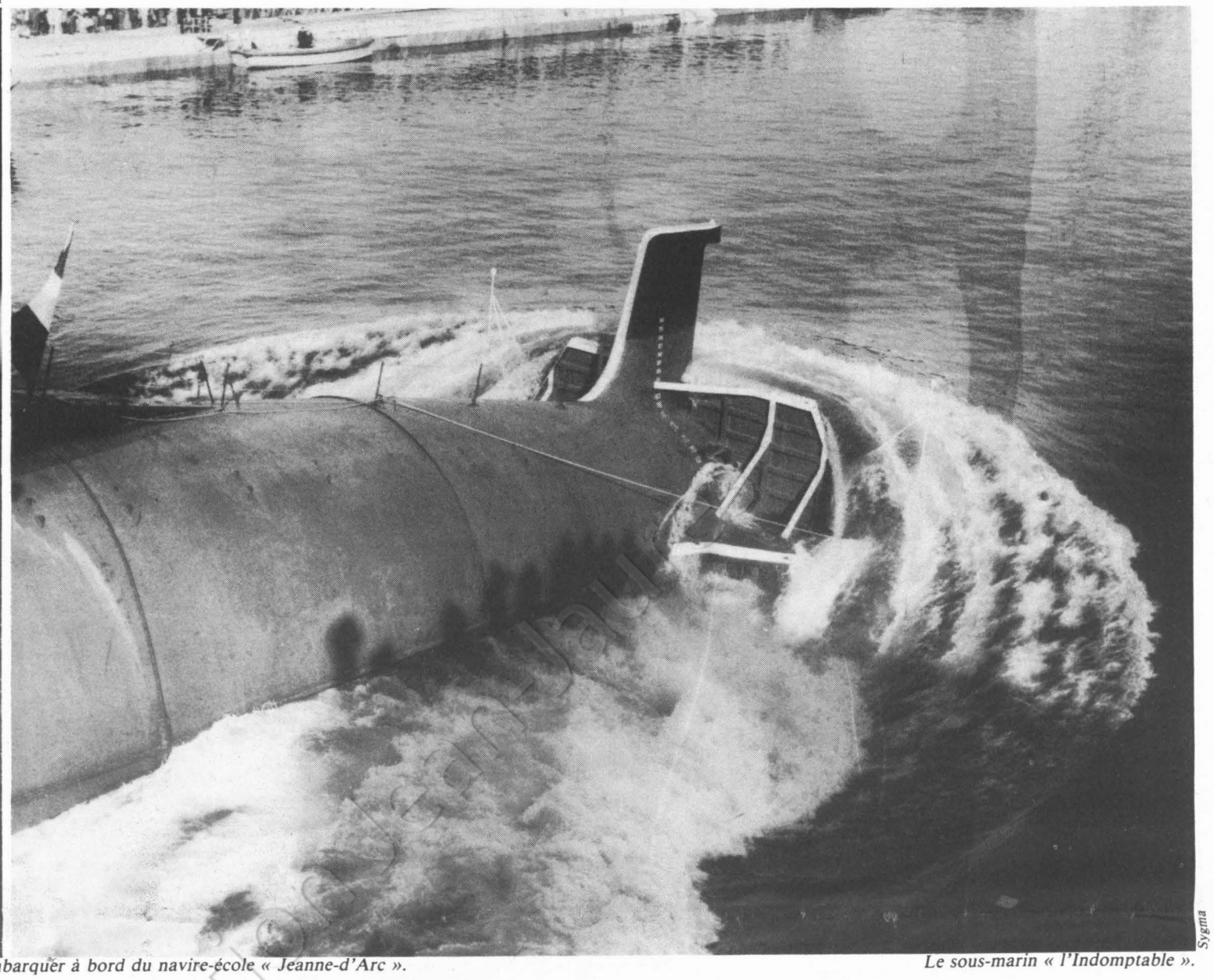
Le sabordage de la Flotte

Considérée comme une "danseuse coûteuse" par Giscard d'Estaing, au même titre que le "France" (déjà sabordé) et les Dom-Tom (en passe de l'être), la Marine nationale est en train de sombrer

Sygma



Claude Lemal, première femme dans l'histoire de la Marine à s'embarquer à bord du navire-école « Jeanne-d'Arc ».



Le sous-marin « l'Indomptable ».

Sygma

PAR
ANTOINE SANGUINETTI,
vice-amiral d'escadre (er)

LE 16 mai 1974 la presse relatait les réponses des deux candidats à la présidence au questionnaire d'un journal de Brest. A la demande précise « Comment envisagez-vous l'achèvement du Plan bleu ? », Valéry Giscard d'Estaing rétorquait sobrement : « Le Plan naval devra être mené à bien. » Grosse sensation bien sûr dans cette ville maritime, et votes en conséquence.

Et pourtant le 17 avril précédent, dans un dîner en petit comité chez l'ambassadeur d'Algérie, le même candidat déclarait qu'élu, il liquiderait « quelques danseuses coûteuses pour le pays ». Et il en précisait complaisamment certaines à l'un des invités : le paquebot « France », tous les Dom-Tom « y compris la Martinique et la Guadeloupe », et la Marine nationale.

Sous le régime actuel, les propos privés traduisent mieux les intentions réelles que le discours public. Pour le « France », la « riche Norvège » a repris ce qui n'était plus dans nos « pauvres moyens ». La France d'outre-mer sort de notre propos d'aujourd'hui, encore que ce qui s'y passe mériterait une étude critique. Quant à la Marine, dès les premiers jours du nouveau règne, ses responsables furent avertis fermement, mais sous le sceau du devoir de réserve, de ne plus jamais faire état du Plan naval de Pompidou ; directive répercutée immédiatement, au demeurant, sur l'exécution du budget en cours.

Et pourtant ce Plan naval n'avait tendu qu'à maintenir la Marine française à son niveau, et même plutôt au-dessous alors qu'augmentaient globalement ses missions, en ne remplaçant que partiellement ses bâtiments en limite d'âge. Pour y parvenir sans excéder sa part coutumière de budget, la Marine, économe par expérience, avait fait dans ses plans une part de plus de moitié à des avisos de 1 200 tonnes ou patrouilleurs plus petits encore ; alors que l'Angleterre, pourtant moins riche mais orfèvre en la matière, estime qu'il n'est pas de bâtiment de mer valable au-dessous de 2 000 tonnes, et n'en construit pas.

Quoi qu'il en soit le « peu » que représentait ce Plan naval parcimonieux sembla encore « trop » aux influentes armées de l'Air et de Terre, avides de ressources supplémentaires au nom d'un passé historique périmé de luttes entre la France et ses voisins. Et le gouvernement, trop heureux sans doute de cet alibi, leur transféra une bonne partie des crédits convoités.

La présentation du budget de défense a tracé très clairement dès octobre 1974 le sort réservé à la Marine : « L'année 1975 verra un ralentissement très important pour la construction des corvettes et avisos », qui constituaient l'essentiel du plan (fascicule blanc, page 54). Pour toutes les forces maritimes, « les crédits de fonctionnement ne permettront de maintenir qu'un entretien et un taux d'activité sensiblement inférieurs à ceux de 1974 » (pages 42 et 54). Le taux d'activité a baissé en fait de 25 %, de 120 à 90 jours de mer, et n'est guère remonté depuis.

Division internationale du travail ?

Bien plus, au fil des ans, les nouvelles échéances ne furent pas respectées. Pour certains bateaux neufs déjà entrepris, frégates, sous-marins, patrouilleurs ou corvettes A.s.m., leurs admissions en service opérationnel se retrouvent dans plusieurs budgets successifs, pour des retards supplémentaires allant jusqu'à deux ans. Tandis que les nouvelles mises en chantier traînent à l'unisson.

Passons sur le porte-hélicoptères fantôme dont la construction, financée en 1974 et 1975, annoncée explicitement au budget pour 1975, est reportée de loi de finances en loi de programmation et d'année en année « jusqu'après 1982, contrairement aux prévisions ». Mais le pétrolier « Meuse », annoncé pour 1976, n'est entrepris qu'en 1977. La première corvette anti-aérienne, annoncée pour 1978, n'est toujours pas sur cale non plus que la suivante, ni les deuxième et troisième sous-marins nucléaires d'attaque, ni le sixième Snle — autre vaisseau-fantôme —, comme il ressort du semi-officiel « Annuaire 1980 des flottes de combat » édité le mois dernier. Or tous sont annoncés « en construction » dans le budget.

Car depuis deux ans on n'annonce plus les mises en chantier, dont la faiblesse pourrait frapper, mais le nombre de bâtiments en construction, d'autant plus impressionnant que traînent les réalisations effectives après la décision ministérielle.

Les résultats en tout cas, tels qu'ils ressortent du dernier rapport de la commission des Finances de l'Assemblée, sont saisissants. Les porte-aéronefs sont tombés de quatre à trois en 1974 avec la condamnation de l'Arromanches, y compris le bateau-école. Mais les vingt et un sous-marins d'attaque de 1980 ne seront plus que onze en 1990. Les bâtiments de plus de 1 200 tonnes, tombés de quarante en 1978 à trente-cinq en 1979, seront encore trente et un en 1980, mais quinze seulement en 1990 ; alors que les Anglais en ont déjà soixante, en construction ou assez récents pour demeurer « sous l'âge ». Les bâtiments de surveillance du domaine maritime, de 1 200 tonnes et moins, vont diminuer de soixante-quatre à cinquante entre 1979 et 1980 ; ils tomberont à vingt-neuf en 1990, composés pour les deux tiers des quatorze avisos et quatre patrouilleurs décidés sous Pompidou. Et les dragueurs enfin, de trente-cinq aujourd'hui à vingt seulement. En dix ans, si par ailleurs les constructions promises voient le jour, la flotte va s'écrouler à la moitié de ce qui reste actuellement, et qui correspond presque exactement au Plan naval de 1972.

Sous le chantage au « refus de vote » de députés de la majorité justement alarmés, le ministre de la Défense a révélé le 5 novembre dernier un plan d'équipement à long terme de la Marine. A ses dires, la France « disposerait en 2004 (sic) de cent trente-trois unités de guerre et de soutien, au lieu de cent quarante-deux actuellement (« le Monde » du 7 novembre).

Relevons d'abord la manipulation des chiffres, puisque l'« Annuaire des flottes de combat » déjà cité décompte sans conteste possible les cent quatre-vingt-cinq unités dont cent vingt-huit de combat que possède la France aujourd'hui. Ajoutons que, même si les chiffres ministériels étaient vrais, le nombre de bâtiments ne signifie rien dès lors qu'un « mouille-cul » y vaut un « capital-ship ».

Depuis toujours, n'en déplaise aux financiers profanes qui régissent les cabinets, c'est le tonnage global qui compte, et non le nombre de bateaux : car lui seul conditionne les capacités d'une flotte, en vitesse par tous les temps, en rayon d'action, en tenue de mer et de permanences, en nombre et performances des armes et équipements électroniques et informatiques, en habitabilité et endurance des équipages. Tous les marins le savent, et c'est pour cela que c'est toujours le seul critère retenu de classement des flottes.

Mais surtout il faut bien voir que le Plan naval de 1972, qui a fait l'objet d'un décret publié au Journal officiel, a été abandonné sans explication. Quel crédit attacher dès lors à une simple communication orale extorquée par le mécontentement du Parlement ?... et qui reporte sans rire le redressement sur les gouvernants inconnus de la fin du siècle et du début du troisième millénaire.

Alors que l'importance politique et économique croissante de la mer est reconnue de tous, il faut s'interroger sur les raisons de cet écroulement de la flotte française d'ici à dix ans, désormais inéluctable. Pour les forces légères de surveillance du domaine maritime, il pourrait s'expliquer par une prévision de braderie de la France d'outre-mer, qui ramènerait ce domaine au niveau exigu des approches métropolitaines. S'il s'agit de cela, il faut le dire.

Mais pour nos forces de haute mer, alors que notre économie dépend plus que jamais de l'acheminement par mer de matières premières, il peut traduire un accord de division internationale des tâches maritimes, où les Anglo-Saxons fourniraient les moyens lourds, tandis que nous n'apporterions qu'un appoint en Méditerranée. Ce projet existe, analogue dans son esprit à celui de répartition du travail expliqué récemment par le président. Il a été dévoilé par Harold Brown, ministre de la Défense de Carter, et diffusé en France en septembre dernier par l'Ambassade des Etats-Unis. Si c'est de ce renoncement national qu'il s'agit, là aussi il faut le dire clairement.

Car c'est un problème de nature du régime qui est ainsi posé : république, ou autocratie furtive, sans contrôle national de l'avenir que le prince nous réserve ? ●

Le beau risque de la démocratie

Quels avatars nous réserve la nouvelle droite, idéologie de la certitude et de la puissance ?

PAR JEAN LE GARREC

CETTE jeune femme rencontrée samedi matin sur le marché de Cambrai est piqueteuse de son état. Elle travaille dur, au rendement, dans une toute petite entreprise de bonneterie et son salaire est en moyenne inférieur à mille cinq cents francs. Elle ne comprend rien à sa feuille de paie, avec des heures déduites, des retenues, un Smic dont l'augmentation n'est pas automatiquement répercutée sur ses propres gains. Evidemment, il n'existe pas de syndicats dans cette entreprise, et la peur de bouger, car si l'on perd son emploi il ne reste plus grand-chose dans la région. Le patron dit partout qu'il vient d'acheter une entreprise à l'étranger, dans un pays où les salaires sont très bas. Vrai ou faux... peu importe puisque cela est crédible. L'exploitation ici, pour se donner les moyens d'investir ailleurs dans une exploitation plus facile.

Au hasard des rencontres de cette matinée, des conversations s'engagent, et ces bouts de dialogue qui s'additionnent révèlent une lassitude et un profond désenchantement. Difficultés à vivre, difficultés des choses simples, difficultés des mois qui passent sans que l'on puisse rêver un autre lendemain. Le chômage augmente régulièrement, et les petits villages usiniers n'espèrent plus grand-chose. Les jeunes ne rêvent qu'au départ. Ce pays de grand courage se sent dépossédé peu à peu de son travail et de sa force. Comme les choses étaient simples avant mars 1978. D'un côté la droite, un bloc monolithique, ceux qui gouvernent depuis vingt ans, et peu importe les visages qui changent. D'un autre côté, la gauche, force montante et presque triomphante avec, il est vrai, des différences que l'on devine plus importantes qu'il n'y paraît, mais le moment n'est pas à scruter les hésitations et les faux pas. L'essentiel est de préparer les lendemains.

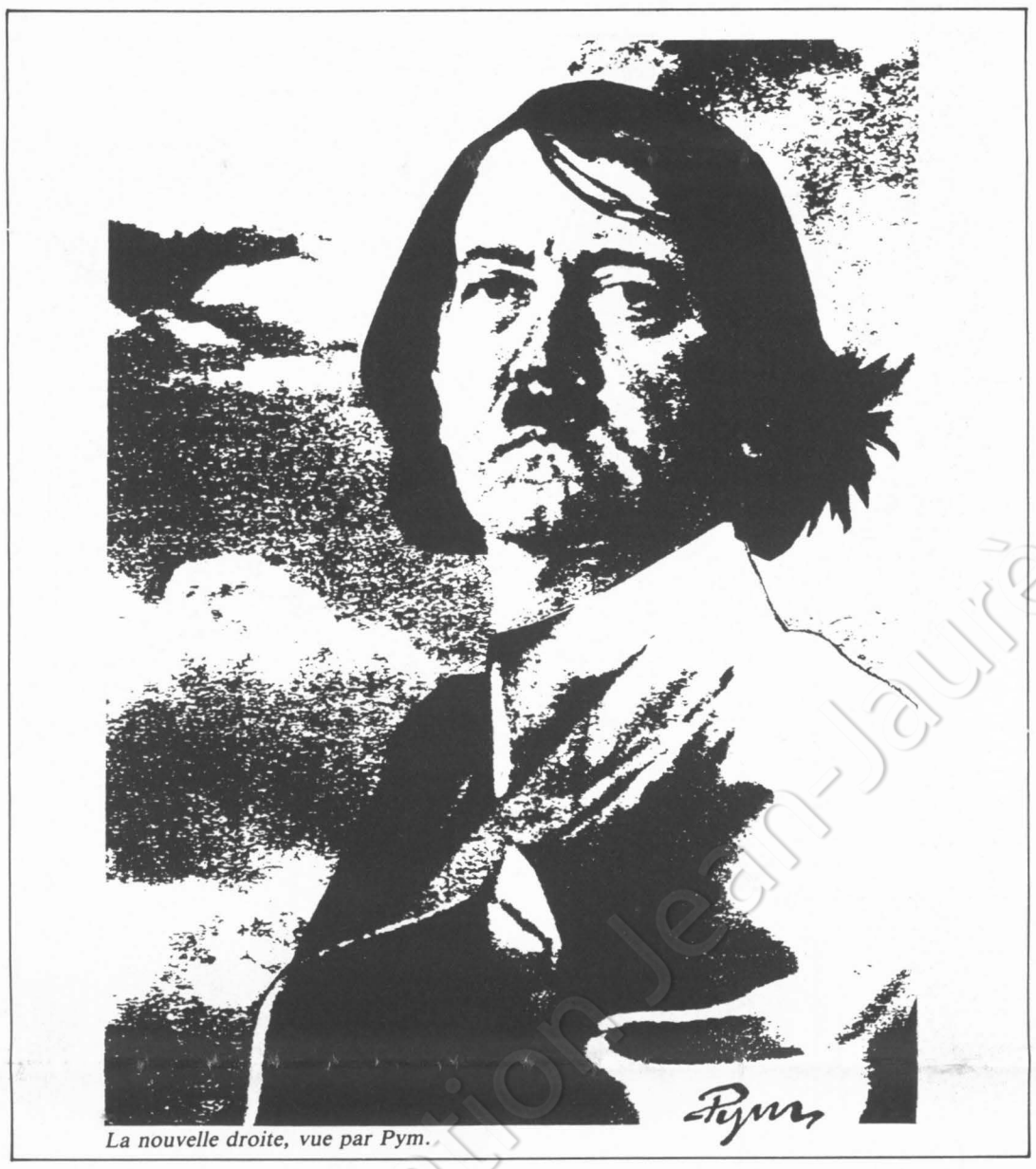
Comme cela était simple, trop simple, puisqu'il ne reste qu'une grande désillusion qu'avive un peu plus chaque jour le tohu-bohu de la politique. On ne comprend plus rien à cette agitation et ces dénonciations. Le décor apparaît flou et rabougri. Alors, les esprits se barricadent, et chacun s'isole dans un grand renfermement.

Les idées ne prennent de la force qu'à la condition de trouver un terrain favorable à leur diffusion, et le débat sur la nouvelle droite doit d'abord être mis en situation par rapport à un contexte social. Ce qui aujourd'hui n'est qu'amertume peut demain se transformer en une totale perte de confiance dans le message de la gauche. Alors, toutes les manipulations sont possibles. Comme l'écrit Julien Brunn dans son dossier :

« En ce sens, contrairement à ce que l'on croit, elle (la nouvelle droite) se prête davantage à l'adhésion par le bas qu'à l'action par le haut... la séduction que peut opérer une telle théorie politique est double. Parce qu'elle est fermée et cohérente dans sa fermeture et d'autre part, parce qu'elle induit un ordre. La crise vient alourdir la menace de ce deuxième aspect. »

Ce qui est frappant en effet à la lecture du dossier de Julien Brunn, c'est la permanence du concept de l'ordre. Rien d'irrationnel dans une démarche qui se veut scientifique. Il ne s'agit pas ici de l'ordre tel que l'entend la vieille droite qui est synonyme de stabilité autour de quelques valeurs qu'elle entend préserver. « L'ordre de la nouvelle droite est un ordre mathématique absolu. Il est vertical et suppose l'existence d'un Etat auquel rien, ni personne, ne doit échapper. » La sociobiologie n'est nullement au point de départ de la réflexion, elle ne vient qu'après, en plus, pour servir d'outil, et justifier la sélection des élites.

Le texte du Grece sur l'économie organique qui figure dans les documents éclaire cette démarche. L'économie doit être ordonnée. C'est une économie « planifiée » soumise à des valeurs supérieures, restant à définir ce que sont ces valeurs supérieures.



La nouvelle droite, vue par Pym.

Le discours sur ce point est beaucoup plus prudent, ces valeurs n'apparaissent qu'en creux par la critique de la société marchande libérale et de la société conviviale chère à Illich. « Au contraire, celle-ci (la société conviviale) ne recherche pas la puissance mais le bonheur individuel au détriment du devenir historique des peuples. » Ou bien encore : « Le défi aujourd'hui aux peuples industriels est double, utiliser le fantastique outil technique et économique dont ils disposent pour un autre dessein que celui de la consommation de masse, faire en sorte que l'économie soit subordonnée à la politique et relancée par un grand projet communautaire. »

Que peut être ce grand projet communautaire ?

Celui de la puissance ! Qui définit la politique et élabore la relation d'ordre afin de maîtriser le plan ?

Les meilleurs à l'évidence ! Restant à définir les critères qui permettent de s'assurer d'une sélection efficace des meilleurs. La science seule permet de définir ces critères et comme l'écrit Brunn la trilogie dans ce cadre s'élabore logiquement : ordre - élite - race. Il sera trop tard pour réagir lorsque la trilogie se sera inversée : Race - élite - ordre.

Dans cette situation d'incertitudes et d'inquiétudes, de doutes et d'interrogations, situation de crise qu'alimentent les tensions internationales, une idéologie de la certitude et de la puissance peut avoir un écho. Wilhelm Reich posait déjà cette question en 1934 dans un petit fascicule « Qu'est-ce que la conscience de classe ? »

Reich se demandait pourquoi les organisations ouvrières se sont sclérosées, pourquoi les masses ont agi contre leur propre intérêt en portant Hitler au pouvoir.

Le nom de Hitler apparaît anachronique mais l'Histoire peut toujours produire des effets dramatiques avec des moyens différents. Servando Balaguer de Fuerza Nueva proclamait au congrès du P.f.n. (Parti des forces nouvelles) des 10 et 11 novembre 1979 : « Comme on le dit chez nous, il faut le même vin dans des outres différentes. Nouvelle droite ne veut pas dire que nous renions le passé, il s'agit seulement d'adaptation stratégique. »

Face à cette situation et à ce qu'elle recèle de forces obscures, nous ne pouvons nous contenter d'affirmer des certitudes et des convictions. La menace est réelle et nous devons mettre en lumière cette réalité. Nos propositions concernant l'emploi, la lutte contre les inégalités pour plus de justice, sont des réponses fondamentales aux problèmes vécus par une majorité de Français. L'injustice est une réalité quotidienne et les inégalités peuvent se mesurer, mais le grignotage des libertés se fait chaque jour, insensiblement. La perception en est beaucoup plus difficile. Avec l'utilisation des formes adaptées de communication, le matraquage idéologique tétanise ceux qui sont les premiers concernés. Parfois à contre-courant, il nous faut défendre inlassablement la nécessité d'élargir les espaces de libertés. Il nous faut dire la priorité de notre combat pour des hommes et des femmes responsables. Contre cette réaction courante qui consiste, pour oublier sa peur, à manier l'intolérance et la haine, il nous faut proclamer très fort le beau risque de la démocratie.

Le mot puissance peut flatter un peuple, il se retourne toujours contre lui au tournant de l'Histoire. ●

Immigrés : la leçon d'un échec

Le P.s. veut élaborer avec ses élus une politique municipale de l'immigration en tenant compte de l'échec de la grève de la Sonacotra

PAR EMMANUELE PLAS

PETITS fours d'un côté, expulsions de l'autre, c'est la politique ou plutôt l'absence de politique que le gouvernement pratique à l'égard des travailleurs immigrés. Illustrée par l'actualité : « deuxième semaine du dialogue » de Stoléru et réception par Giscard à l'Elysée de trois cents immigrés, pour la galerie. Concrètement c'est la discussion des projets de loi Barre-Bonnet et Bonnet-Stoléru — ce dernier vient en première lecture à l'Assemblée les 29 et 30 novembre — et les expulsions par centaines ces dernières semaines, à Champigny, à Nanterre, des grévistes des foyers Sonacotra.

« Dans cette grève, dit Jean Le Garrec, on est au bout de l'enlisement et par là même c'est un échec — provisoire — pour les travailleurs immigrés qui sont amenés à négocier sur une plate-forme en retrait sur ce qu'ils semblaient avoir obtenu en 1977. » A Nanterre en effet, loin de remporter une victoire comme l'affirme le Parti communiste, les grévistes expulsés ont dû pour retrouver un toit signer un contrat qui est un décalque d'une proposition de loi répressive – une de plus – Barre-d'Ornano.

Une des raisons de cet échec semble bien être le manque de soutien unitaire apporté au conflit. Parce que d'abord le Comité de coordination ne semblait à la C.g.t., à la C.f.d.t. et au Parti communiste pas assez représentatif des travailleurs en lutte : « Le problème, dit Jean Le Garrec, n'était pas de reconnaître ou non ce comité. C'était une réalité, un effort d'organisation des travailleurs immigrés qu'on ne peut pas contester tant qu'ils ne bénéficient pas de protections légales pour s'organiser. » Bien souvent lors des grandes manifestations qui ont réuni des milliers d'immigrés à Paris l'année dernière, le Parti socialiste a été le seul à leur apporter son soutien.

Les autres grandes organisations de gauche (P.c., C.g.t. et C.f.d.t.) n'ont apparemment pas apprécié ce long conflit à sa juste importance. Quoi qu'il en soit les foyers — celui de Nanterre compte 1 024 chambres — sont par nature de véritables poudrières. Parce que même si le problème des loyers était pris en compte, même si les résidents bénéficiaient enfin d'une protection juridique, même s'ils avaient le droit de s'organiser, les foyers resteraient un ghetto de ségrégation sociale qui devient vite de la ségrégation raciale.

Au-delà des foyers, c'est tout le problème de la population immigrée, femmes et enfants aussi qui se pose et ne peut être fractionné. Les travailleurs ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Et l'échec de la grève des foyers Sonacotra pourrait bien être un échec pour la gauche. Aussi le Parti socialiste a-t-il décidé d'en tirer les leçons et de trouver de nouvelles dimensions à son action en direction des immigrés.

Pour éviter le rejet qui aboutit à la notion — aussi absurde que raciste — de quota ou de ghetto, pour éviter ce qui s'est passé à Levallois où la municipalité d'union de la gauche, dirigée par les communistes, a organisé auprès de la population — française et immigrée — un référendum sur la construction d'un foyer Sonacotra, le Parti socialiste veut élaborer avec ses élus — à partir du bilan de leurs expériences réussies ou moins réussies — une politique municipale de l'immigration. En prenant en compte tous les aspects de la question.

C'est à partir de ce projet qu'ils veulent offensif, fondé sur des questions concrètes (accueil, logement, social, formation scolaire et permanente, protection de la culture d'origine) que les socialistes comptent attaquer la politique du gouvernement, qui cache sous un discours humaniste et lénifiant sa volonté de renvoyer 120 000 à 200 000 immigrés par an. Une fois le citron pressé ! ●

Le plouf du rêve américain

La crise iranienne permet de mieux comprendre ces Américains, déçus de tout et par rien, déçus de leur défaite au Vietnam, de leur équipe de foot, de leur président, de la hausse des prix, etc.

PAR MARC HORWITZ

C'EST à San Antonio, en plein Texas, que nous avons appris la nouvelle de l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Chacun s'est alors précipité sur sa radio ou sur sa télévision pour en savoir un peu plus, mais déjà sur le visage de ces Américains moyens que nous croisions dans la rue ou dans le hall de notre hôtel on sentait percer une certaine colère... A ce moment précis, chacun pensait sans doute à Entebbe et personne ne doutait d'une opération « coup de poing ». Et puis, de la Maison-Blanche, rien n'est venu et à la fin de la journée les visages n'étaient plus déformés par la colère mais bien par l'amertume, l'angoisse du lendemain.

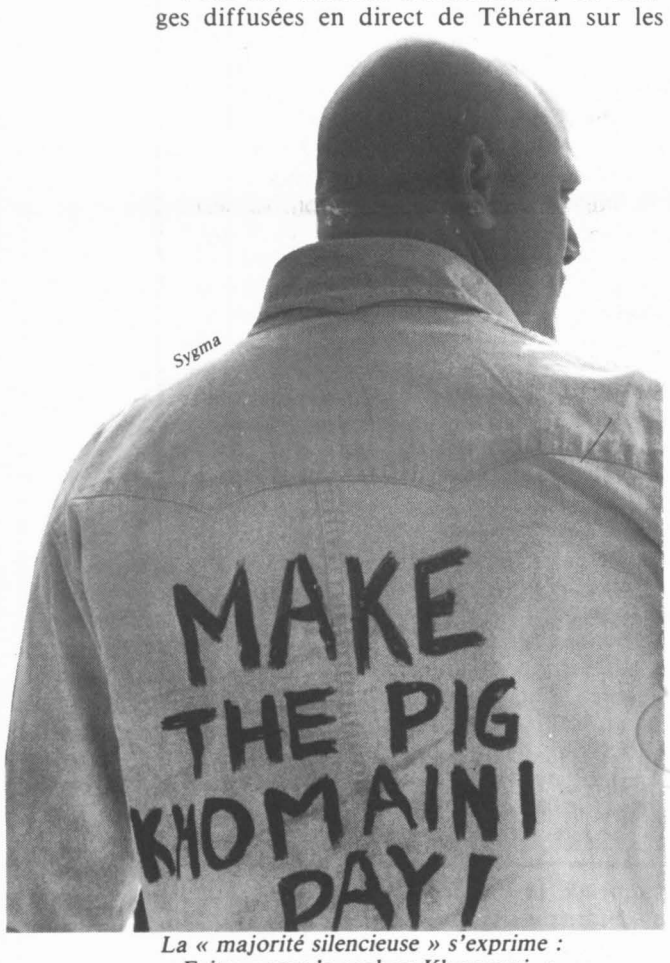
« Pour nous Américains, nous confiait quelques jours plus tard un de nos amis new yorkais, cette prise d'otages a pris l'allure d'un drame non seulement parce que la vie d'une soixantaine de personnes est en jeu, mais aussi parce que les étudiants iraniens ont humilié les Etats-Unis et que nous avons été incapables de répliquer immédiatement. »

Pour des millions d'Américains, les images diffusées en direct de Téhéran sur les trois grandes chaînes de télévision n'avaient qu'un seul précédent : l'évacuation de l'ambassade des Etats-Unis à Saïgon, lors de la chute de la ville. La grande Amérique tombait, ce jour-là, de son piédestal et depuis, dans l'esprit de beaucoup, la longue glissade a continué jusqu'à ce jour où, en Iran, la Révolution islamique l'a, une fois encore, défiée.

Et puis, à Houston, comme dans d'autres villes, les étudiants iraniens sont descendus dans la rue. Et dans ce pays où les manifestations ne soulèvent, depuis bien longtemps, plus les passions, ce soutien à Khomeyni est apparu comme indécent. L'Amérique puritaine a réagi avec une violence toute rentrée, accueillant avec un certain soulagement la seule mesure de rétorsion prise dans les premiers jours par le président Carter, l'expulsion de tous les Iraniens en situation illégale.

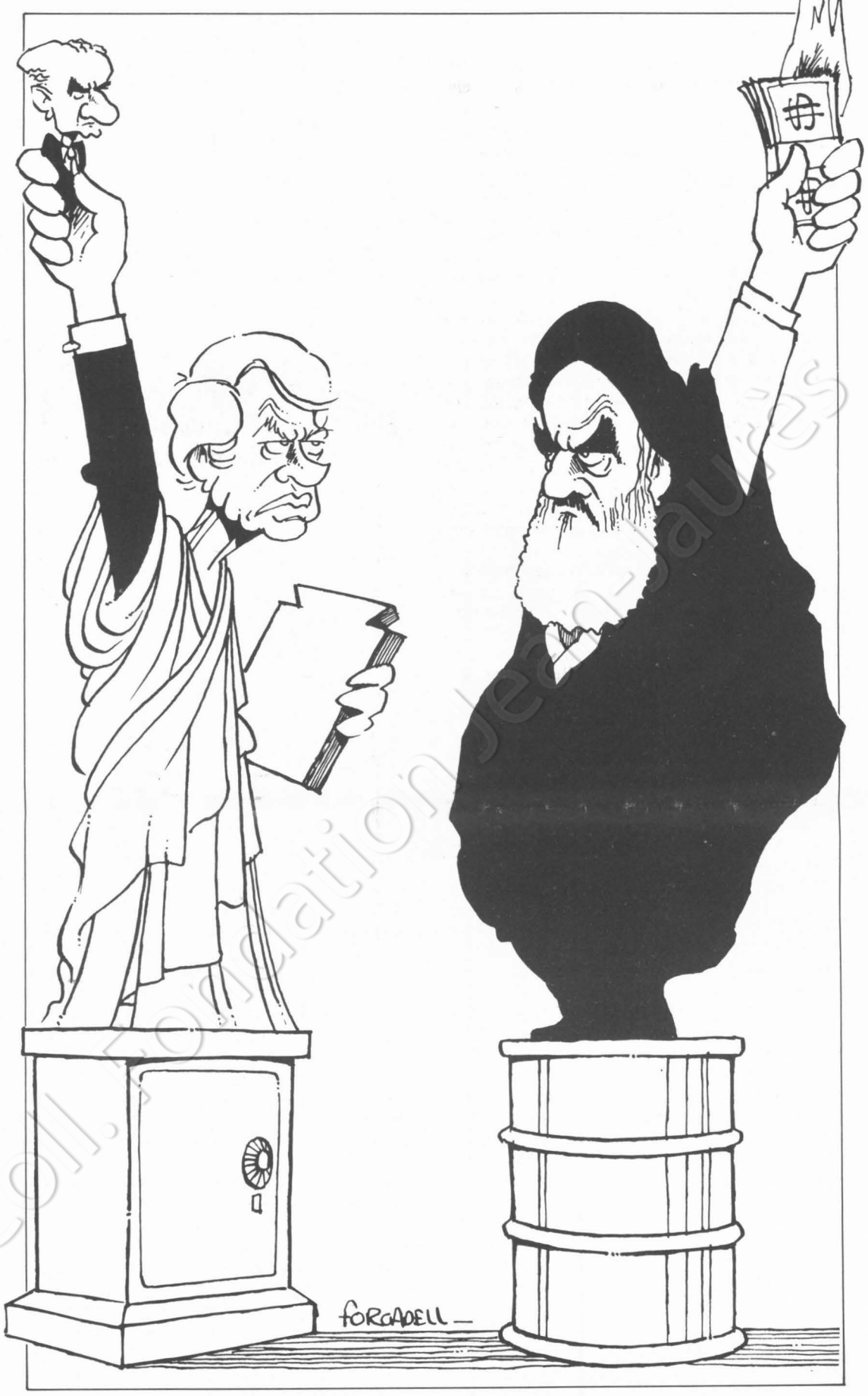
Sur les campus, à Berkeley, par exemple, la grande rafle a commencé. Si prompts à s'enflammer, les étudiants américains n'ont pas bronché. Qu'il est loin le temps où l'on affrontait ici les flics pour que la paix revienne au Vietnam et que les « boys » reviennent vivre au pays...

Dans les quartiers où vivent les Iraniens, les descentes de police ont pu se faire sans aucun grincement de dents et dans les commissariats où l'on triait les bons et les mauvais Iraniens nous avons eu l'impression de revenir quelques années en arrière. Mais l'Histoire ne se répète pas et très vite la politique reprit le dessus.



Sygma

La « majorité silencieuse » s'exprime : « Faites payer le cochon Khomeyni. »



Agressés dans leur portefeuille

En Californie, à Los Angeles, les longues files d'attente devant les stations-service recommençaient. Voitures paires un jour, voitures impaires l'autre jour, pompes fermées le week-end, à défaut d'organiser le rationnement — la Californie ne manquera sans doute pas de pétrole iranien demain — on organisait la panique. Voilà les Américains touchés au cœur, humiliés, agressés jusque dans leur portefeuille et leur sacrosainte automobile. Les voilà donc mobilisés, attentifs à chaque parole, à chaque geste de leur « bon président » qui a fait autour de lui — une fois n'est plus coutume — l'unanimité le jour où, dans un discours attendu, mais ô combien tardif, il tonna, menaça, laissa entendre qu'il n'hésiterait pas à utiliser la force (pour quoi faire ?) si la situation l'exigeait.

On rassura le « bon peuple » en mettant en route les moteurs du porte-avions Hitty-Hawk et l'image télévisée de ce monstre d'acier s'ébranlant sur la mer en direction



Sygma

Manifestation d'étudiants iraniens à New York.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

du golfe Persique alla droit au cœur de l'Américain moyen.

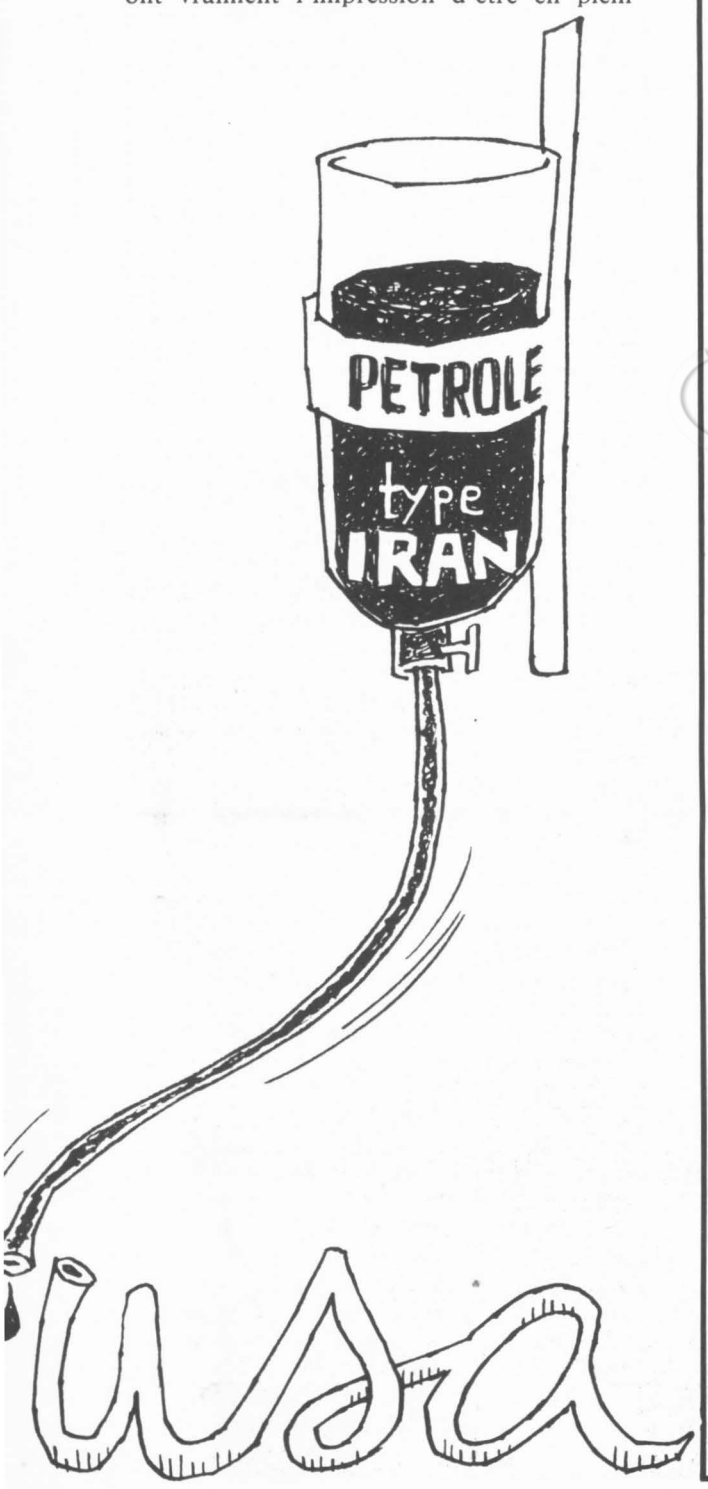
« Il ne faut pas se tromper, nous confiait cependant ce jour-là à New York l'un des plus grands agents de change de Wall Street. Il fallait, pour être efficace, intervenir dans les six premières heures, pas dans les six premières semaines... Ce qui importe, au fond, mais ce qui est aussi très troublant pour des esprits comme les nôtres, c'est que pour la première fois peut-être depuis la fin de la dernière guerre — et nous ne sommes pas loin d'un troisième conflit mondial — nos intérêts et ceux de l'Union soviétique étaient convergents. La révolution islamique inquiète les Soviétiques, l'arrêt de la production pétrolière iranienne inquiète l'Occident, mais aussi les Soviétiques. Une action concertée aurait sans doute été possible, même si, officiellement, Moscou ne pouvait en aucune façon donner son feu vert. »

Une porte de sortie

Tout faire pour sauvegarder les intérêts américains sur la planète, tout faire pour que l'Amérique soit prospère et que le business continue, pourquoi aller chercher plus loin une explication à tous ces propos tenus en privé — mais jusque dans l'antichambre du Département d'Etat à Washington — et qui, dans cette Amérique en colère, rappellent qu'en cas de tempête sur le monde toutes les alliances sont bonnes, même celle avec Moscou ?

Il y a là quand même quelque paradoxe et la crise iranienne permet de mieux comprendre ces Américains déçus par tout et rien, déçus par leur défaite au Vietnam — ils ne cessent d'en parler — et celle de leur équipe de football lors du dernier week-end, déçus par la politique du président Carter et par la prestation d'une star de second ordre devant les caméras d'une télévision locale, déçus par la hausse des prix et par les commentaires souvent amers des étrangers sur leur vie de tous les jours.

Au fond pour faire face et ne pas perdre leur leadership dans le monde occidental et dans le monde en développement, les Etats-Unis cherchent, visiblement, une porte de sortie. La prise d'otages de Téhéran, l'incendie de l'ambassade d'Islamabad ont très douloureusement choqué les Américains. Aujourd'hui ils s'aperçoivent tout d'un coup qu'ils sont tout simplement comme les autres. Malgré leur puissance économique et industrielle, malgré leur passé de « gendarmes » du monde, les voilà menacés par une poignée d'étudiants. Ils ont vraiment l'impression d'être en plein



Le dollar, tigre de papier

De monnaie leader, le dollar se transforme peu à peu en monnaie de singe

PAR CHRISTIAN GOUX

LES décisions économiques prises d'une part par les Etats-Unis de geler les avoirs iraniens, et d'autre part par l'Iran de ne plus accepter la monnaie américaine en paiement du pétrole livré, auront une grande influence sur le devenir du dollar et plus généralement sur celui du systéme monétaire international. A n'en pas douter novembre 1979 sera considéré par les économistes au même titre que le discours de Nixon d'août 1971 annonçant l'inconvertibilité du dollar. Cela ne veut pas dire, naturellement, que du jour au lendemain le dollar va brutalement s'effondrer. Personne ne le souhaite et surtout pas les pays de l'Opep qui en détiennent une énorme quantité. Mais irrésistiblement une nouvelle tendance va s'amorcer au cours de laquelle le dollar sera sérieusement mis en concurrence comme instrument de réserve dans les avoirs des banques centrales et ne sera plus la monnaie de circulation hégémonique admise par tous pour les échanges extérieurs.

Alors arrivera le temps où les balances dollars, tout comme il y a vingt ans les balances sterling pour la livre, entraîneront la monnaie américaine à la baisse et où, à moins d'un sursaut salvateur interne propre à redresser ses balances des paiements, la domination monétaire américaine aura cessé. Et avec elle, une page sera tournée dans l'histoire du capitalisme.

Pourtant il ne faudrait pas croire que ce qui vient de se passer était inattendu. Non seulement les événements de novembre 1979 étaient prévisibles, mais ils pouvaient même être datés. Quand la révolution iranienne éclata on expliqua un tel bouleversement par le seul pouvoir charismatique de l'ayatollah Khomeyni ! On se refusait à voir l'émergence d'un peuple en lutte contre un système corrompu et policier où l'argent était la mesure de toute chose, où la torture était le moyen commode de mettre au pas les opposants. En filigrane était déjà inscrite la remise en cause des valeurs occidentales et de l'impérialisme américain. Cette révolution était une illustration du conflit Nord-Sud. Le Nord riche et méprisant, le Sud, pauvre et humilié. Mais quand l'Iran changea de régime, bien peu en tirèrent les conséquences. La myopie des puissants, quel immense sujet de réflexion !

Rétorsion économique

Les Américains crurent que tout allait continuer comme par le passé avec quelques modifications de détail. Ils n'avaient pas compris qu'ils étaient devenus les ennemis irréductibles et qu'en chassant le chah on leur avait en fait déclaré la guerre. De ce point de vue, quelle bévue, pour ne pas dire plus, ou quelle provocation que la présence de l'ancien tyran aux Etats-Unis ! Il a fallu l'occupation de l'ambassade et la prise d'otages pour que brusquement le voile se déchire. Mais si ces événements n'avaient pas eu lieu hier ce sont aujourd'hui d'autres qui auraient conduit de toute façon au même résultat. Avec l'Iran, c'est tout le Moyen-Orient qui est déstabilisé, ce qui provoquera un nouveau recul de l'impérialisme américain. Comme il n'y a pas si longtemps le Vietnam.

Des événements politiques aussi graves ne peuvent pas ne pas avoir des répercussions sérieuses sur la monnaie du pays le plus riche,dont les intérêts sont directement menacés. On ne redira jamais assez que la quasi-obligation, dans le cadre du système actuel, de déposer les avoirs pétroliers aux Etats-Unis revient en fait à ne pas payer vraiment le pétrole à son prix et à permettre au monde occidental de continuer à fonctionner provisoirement comme par le passé. C'est pour cela que les seules mesures draconiennes sont celles concernant la réduction de l'offre, c'est-à-dire la fermeture des robinets et le paiement en avoirs non financiers ou l'indexation garantissant un pouvoir d'achat maintenu. En gelant les avoirs iraniens dans les banques américaines, le président Carter a pris une mesure de rétorsion économique qui se retournera contre lui. Car comment peut-on imaginer que demain un trésorier d'une banque d'un pays de l'Opep ou d'un autre pays en voie de développement puisse envisager, sans crainte, d'effectuer des placements aux Etats-Unis alors qu'il vient de constater que ceux-ci dépendent de la bonne volonté américaine ? Ce n'est pas ici la gravité de la prise d'otages, qui doit être condamnée sans appel, qui est en cause, mais l'inadéquation de la riposte : contre une violation des droits de l'homme, on ne prend pas des mesures monétaires !



Mais à moins d'une intervention militaire, ou d'une aggravation telle de la situation que nous entrerions dans une tout autre phase, une solution provisoire devrait être trouvée d'ici quelques semaines. Alors, lentement, mais sûrement, certains fonds des pays de l'Opep quitteront le territoire américain pour se placer ailleurs. Seuls resteront les fonds de ceux qui sont pieds et poings liés aux Américains. Il sera d'ailleurs intéressant de suivre le déroulement de ces opérations, véritable test de l'indépendance politique, beaucoup plus significatif que les discours enflammés des leaders. Où ces avoirs iront-ils ? Question importante pour de pareilles sommes. On peut envisager à titre d'hypothèse qu'un tiers ira en Suisse, un tiers en Allemagne, et le reste se portera sur l'or, promu à un nouvel avenir. Ces déplacements seront l'occasion d'une vente massive de dollars. Et même si celle-ci se déroule dans le temps, elle pèsera sur la tenue de la monnaie américaine. Si l'on y ajoute l'inflation intérieure aux Etats-Unis, on voit mal comment le dollar pourrait ne pas s'affaiblir sérieusement dans l'année qui vient.

L'analyse que nous venons de présenter permet de mieux comprendre le vrai sens de la réunion de l'Opep à Caracas en décembre. Car plusieurs décisions y seront prises concernant le prix du pétrole et son mode de calcul. Il est difficile d'établir un prix moyen du baril compte tenu des différences entre les prix des pays producteurs. Il semblerait qu'à l'heure actuelle vingt-trois dollars le baril soit une bonne approximation. Mais on sait que par ailleurs sur le marché libre de Rotterdam le prix spot atteint et même dépasse quarante dollars. Or, à partir du moment ou en cas de réduction de la demande les pays producteurs réduisent l'offre en conséquence, les prix à Rotterdam ne seront plus orientés à la baisse, sauf pour de très courtes périodes. Dans ces conditions, tout poussera à une hausse permanente des prix. Il est donc probable qu'à Caracas une augmentation de 20 % environ sera décidée ou entérinée. Elle serait importante, car elle ferait suite à toutes les hausses intervenues depuis fin 1978, période pendant laquelle, rappelons-le, le prix moyen était de douze à quatorze dollars le baril. On aura donc enregistré un doublement du prix du pétrole en un an, ce qui n'est pas négligeable, même en tenant compte de l'érosion du dollar au cours de ces dernières années. Mais ce qui serait un changement radical ce serait, si le prix du baril évalué en dollars était indexé et sur quelles bases est établie cette indexation. Il y a en effet deux possibilités : soit l'indexation sur un panier de monnaies, ce qui protégerait les vendeurs d'une baisse relative de la monnaie américaine par rapport aux autres monnaies mais n'éviterait pas l'érosion due à l'inflation mondiale ; soit la référence à une quantité d'or, par exemple quinze barils pour une once d'or. Dans ce dernier cas le système monétaire international serait brutalement bouleversé. Nous n'en sommes pas encore là. Mais un nombre croissant d'économistes des pays de l'Opep pensent qu'il est stupide de livrer leur pétrole contre de la monnaie qui se déprécie chaque jour. D'où la réponse, intolérable pour le système occidental : garder la richesse dans le sous-sol ou l'échanger contre une autre richesse, l'or.

La logique des superpuissants

Comme on le voit, la réunion de décembre sera beaucoup plus importante par ce qui sera ou ne sera pas décidé au niveau des modalités de calcul du prix qu'au niveau du prix lui-même.

Nul ne peut dire aujourd'hui quelle sera la suite de la guerre impitoyable que se livrent les Etats-Unis et l'Iran. Penser qu'il s'agit du combat du pot de terre contre le pot de fer serait une erreur impardonnable et pourtant bien dans la logique des superpuissants. Demain, quelle que soit l'issue, le monde occidental et son système monétaire ne seront plus les mêmes. Il faut pour notre pays en tirer au plus vite les conséquences. ●

© Fondation Jean-Jaurès

film catastrophe. « Nos plus fidèles alliés ne croient plus en nous, disent-ils avec une sincérité touchante. Notre monnaie qui a fait la richesse du monde est désormais une monnaie de singe et pourtant nous ne croyons toujours pas à une guerre économique parce qu'il ne fait aucun doute que l'Occident capitaliste fera tout pour l'éviter. »

L'Amérique a peur

Mais si l'imam Khomeyni ne l'entendait pas de cette oreille ? Si, dans son fanatisme religieux, à l'aube du XV[e] siècle de l'Islam, il avait décidé de mettre la planète à feu et à sang, entraînant avec lui les grands pays exportateurs de pétrole, les émirats du Golfe, le Koweit et l'Arabie Saoudite ? « Nous saurions alors, semblent penser les Américains à l'unisson, nous retrancher sur nous-mêmes, faire face sans tomber dans le piège du conflit armé... »


A.f.p.

Au fond d'elle-même, l'Amérique cependant a peur. Elle se sent fort peu gouvernée. A la fois forte et très faible, elle est parcourue par un frisson de panique. Si, en voyant à la télévision les témoignages des parents des otages racontant la vie de leurs fils restés là-bas ou encore les premières images des otages libérés arrivant à Copenhague ou à Francfort, elle a un peu pensé à eux, elle a d'abord et surtout pensé à elle-même. Ce n'est sans doute pas un hasard si depuis quelques mois, mais avec peut-être plus d'insistance depuis le début de l'affaire iranienne, dans les conversations on parle de plus en plus de la grande Amérique... Mais il s'agit cette fois d'une sorte de Marché commun, de Communauté économique avec le Canada et le Mexique. La puissance économique, technologique et intellectuelle des Etats-Unis, les grands espaces du Canada, le tout augmenté des ressources encore inexploitées du Mexique, n'est-ce pas là un rêve de géant, susceptible quand même de faire réfléchir tous ceux qui veulent battre en brèche le dollar et l'économie mondiale ? ●

Portugal: les oeillets sont coupés

Le rêve du printemps 1974 s'est échoué sur l'inflation et le chômage

PAR PAUL LEDUC

LE 2 décembre les Portugais voteront pour la cinquième fois depuis la révolution des œillets. Et d'ici à 1981 ils devront retourner encore quatre fois aux urnes. On est très loin, aujourd'hui à Lisbonne des espoirs et des rêves du printemps 1974. La « révolution » est enfouie au plus profond des mémoires et le rêve a achoppé sur une inflation supérieure à 20 %, un chômage atteignant 15 % de la population active.

La conjoncture politique est lourde elle aussi. Le gouvernement minoritaire du Parti socialiste (juillet 1976-décembre 1977) n'a pas réussi. Il a quand même été le gouvernement le plus stable. Depuis, trois gouvernements inspirés ou imposés par le président Eanes se sont succédés. MM. Nobre da Costa et Mota Pinto et Mme Pintasilgo n'ont pas accru l'efficacité gouvernementale ni rendu plus proche une solution politique.

La situation politique est aussi sombre si on regarde l'horizon 1980 : à la fin de l'année prochaine les Portugais éliront une Assemblée de « révision constitutionnelle » ; au début de 1981, ils éliront le nouveau président. Celui-ci, élu avec une Constitution, devra ensuite appliquer un texte qui sera probablement modifié. Les enjeux sont de taille : la Constitution actuelle, très « socialiste », est mise en cause par la droite à propos des libertés publiques, de la réforme agraire, des nationalisations et sur les rapports entre le président de la République et l'Assemblée. C'est-à-dire sur l'essentiel.

Le 2 décembre, les Portugais éliront seulement une assemblée législative intermédiaire qui siégera pendant dix mois. Nombreux sont les Portugais à penser « qu'elle ne servira donc à rien ».

Personne, d'ailleurs, n'a voulu ces élections. Les partis de droite souhaitaient une révision constitutionnelle anticipée : l'Assemblée élue n'aura pas le droit de toucher à la Constitution. Le P.s. ne voulait pas d'élections législatives avant que soient épuisées toutes les possibilités de la Chambre en place. Le Parti communiste était pour les élections intercalaires, mais sans enthousiasme.

Le président Eanes en a décidé autrement. Ces élections législatives intercalaires viennent après l'échec des gouvernements qu'il a patronnés depuis un an et demi. Elles devraient dégager, d'après lui, une nouvelle majorité ou de nouvelles alliances entre les partis.

Or les forces politiques en présence n'ont pas fondamentalement changé depuis les dernières élections législatives d'avril 1976. Elles se sont seulement quelque peu maquillées. En effet, le C.d.s. et le P.p.d./P.s.d. se sont alliés dans l'Alliance démocratique (A.d.) qu'ont rejoint le minuscule parti monarchiste (P.p.m.) et les réformateurs, scission de cadres sur la droite du P.s.

Le Parti communiste a ressuscité son organisation « frontiste », le M.d.p. espérant ainsi rééditer l'opération « Alliance peuple uni » (A.p.u.) qui avait fait ses preuves lors des élections locales de décembre 1976.

Le P.s. est le seul des quatre grands partis qui se présente sous son drapeau. A sa gauche, l'U.e.d.s., animée par l'ancien ministre de l'agriculture Lopes Cardoso, prend en quelque sorte la relève d'une gauche révolutionnaire écartelée et démoralisée. Sauf l'U.d.p. pro-albanaise, les autres mouvements d'extrême gauche n'ont, en effet, aucune chance d'élire un député.

Et les Portugais savent qu'au lendemain du vote les stratégies des différents partis ne permettront pas de dégager une majorité stable et cohérente ! L'Alliance démocratique refuse toute alliance avec les « marxistes ». Elle a annoncé qu'elle ne gouvernera que si elle a la majorité absolue. Elle essaye de l'atteindre en misant sur le malaise de la classe moyenne portugaise, celle-ci estimant que le 25 avril lui a donné la démocratie mais pas beaucoup plus. L'A.d. bipolarise donc la lutte politique : « c'est nous ou les communistes » est son slogan préféré. Son rêve étant d'expulser le P.s. du jeu politique. Pourtant ce rassemblement est contradictoire : entre les réformistes modérés et les nostalgiques de Salazar il y a un fossé. Et l'Alliance n'a réussi à présenter des listes communes pour les élections municipales du 15 décembre que dans quelques villes à cause des frictions entre le C.d.s. et le P.p.d./P.s.d.


Pascal Lebrun

Le président Eanes.

Le P.s. défend les acquis de la révolution : il se présente comme le garant de la stabilité et de la démocratie politiques. Il espère pouvoir limiter les dégâts électoraux et rester au centre du jeu constitutionnel. Il refuse toute alliance préélectorale mais il n'a pas fermé les portes pour la suite. Il veut avant tout la dislocation de l'A.d.

Les socialistes recherchent eux aussi les votes modérés. Ils suivent une politique prudente à l'égard de l'Eglise catholique. Si les évêques portugais ont pris une position assez neutre à l'égard des partis, cette neutralité est souvent démentie au niveau local. Mario Soares, qui a fait la tournée des évêques, essaye d'arrondir les angles mais la hiérarchie catholique pense, suffisamment haut pour être entendue, que « l'abstention favorise la gauche »...

Il y a donc peu de chance pour qu'un gouvernement majoritaire « sorte » de ces élections. La seule possibilité résiderait dans une victoire de l'Alliance démocratique. Mais celle-ci est peu probable. Et même si cela arrivait, un tel gouvernement n'aurait pas pour lui une majorité sociale. Et au niveau institutionnel il entrerait en conflit avec le président Eanes.

Lundi prochain, les socialistes formeront toujours le plus grand groupe parlementaire mais ils auront perdu des voix. La droite aura gagné des voix mais n'aura certainement pas la majorité. Les communistes auront eux aussi gagné des suffrages mais ils ne seront pas pour autant plus proches du pouvoir.

Ces élections, sans vainqueurs ni vaincus, sont donc un risque pour une démocratie jeune : elles se révéleront inutiles ou déstabilisantes. D'autant plus qu'un acteur politique important, celui qui depuis deux ans « décide », le président Eanes, ne sera pas sanctionné par le vote. Non seulement il n'est pas candidat mais aucun des partis n'est celui « de la majorité présidentielle ». Les « gouvernements du président » ne seront donc pas jugés bien que tout le monde admette qu'ils n'aient pas su gouverner ! C'est peut-être là que réside le vrai motif de ces élections. Le président Eanes voyant dans un tel scrutin une occasion supplémentaire « d'user les partis » avant de pouvoir, le cas échant, créer « le parti du président ». Et les Portugais, après avoir voté, vont attendre les prochains scrutins.

Petites annonces

DEMANDES D'EMPLOI

Homme 27 ans C.a.p. 1979 expériences professionnelles diverses depuis dix ans cherche stage 1[ere] année (barreaux de Paris, Créteil ou Evry).

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009) qui transmettra.

Ville de Chilly-Mazarin recherche des responsables de centres de loisirs titulaires du B.A.F.D.

Adresser candidatures à M. le maire de Chilly-Mazarin. Tél : 909.10.13.

Camarade artiste plasticien cherche poste(s) professeur ou animateur dans une ou plusieurs M.j.c. ou collaboration aux activités culturelles ou non du Parti. Région parisienne. Couverture Sécurité sociale, 20 h hebdomadaires maximum.

M. Dorfmann. Fédération Seine-Saint-Denis, 844.57.98 (sauf vendredi).

OFFRES D'EMPLOI

Ville des Yvelines - 8 500 habitants - recherche :

— 1 contremaître - ménage, entretien.
— 1 contremaître - Espaces verts, voirie.
— 1 rédacteur services techniques.
— 1 rédacteur socio-culturel.

Possibilité logement à titre onéreux.

Les candidats devront joindre à leur demande un curriculum vitae.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009) qui transmettra.

Commune de Nozay (Essonne) 3 000 habitants, recherche chef d'équipe pour travaux communaux (entretien, jardinage, maçonnerie, électricité). Transport en commun souhaité.

Adresser C.v. à M. le maire - Mairie de Nozay 91620 La Ville du Bois.

Maire de Lorient recrute pour son Cabinet collaborateur titulaire d'un diplôme de l'Enseignement supérieur, ayant une bonne connaissance des affaires régionales, expérience journalistique appréciée.

Adresser candidature avec curriculum vitae avant 14 décembre à : Jean Lagarde Maire de Lorient (56321).

VOUS DESIREZ DEVENIR DELEGUE COMMERCIAL DANS UNE JEUNE ENTREPRISE D'EDITION DE GAUCHE ?

Vous nous intéressez.

— Des collections exclusives

— Des auteurs de renom

— Une clientèle amicale dans un marché en expansion

— Un poste stable dans votre région

— Un plan de carrière sérieux

— Une formation assurée par des cadres expérimentés

— Une politique commerciale active et ouverte

— Une rémunération motivante (fixe + frais + %)

— Cinq semaines congés payés

— Une participation aux résultats de l'entreprise

SI VOUS ETES INTERESSE(ES) NOUS SERONS HEUREUX D'EN DISCUTER AVEC VOUS.

Ecrivez-nous à l'adresse suivante :

David DOUVETTE
88, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 26,50 à 32,50 F (T.T.C. départ)
Prix pour comités et collectivités

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

Radio-télévision : pour ou contre le monopole

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS et JEAN-LOUP REVERIER

L'AUDIOVISUEL, en France, pâtit des excès imputables à une forte tradition jacobine. Un centralisme excessif et révolu, doublé, depuis une vingtaine d'années, d'une mainmise sans partage du Pouvoir pèsent aujourd'hui comme une chape de plomb sur la radio et la télévision. Aussi, continuer à parler de « service public » à leur propos tient-il de la dérision. C'est néanmoins à cette fiction que se réfère le gouvernement pour maintenir le monopole de diffusion de T.d.f. (Télé-diffusion de France, l'une des sociétés issues de l'O.r.t.f.). Bien sûr, personne n'est dupe mais les dirigeants du pays gagnent ainsi un temps précieux.

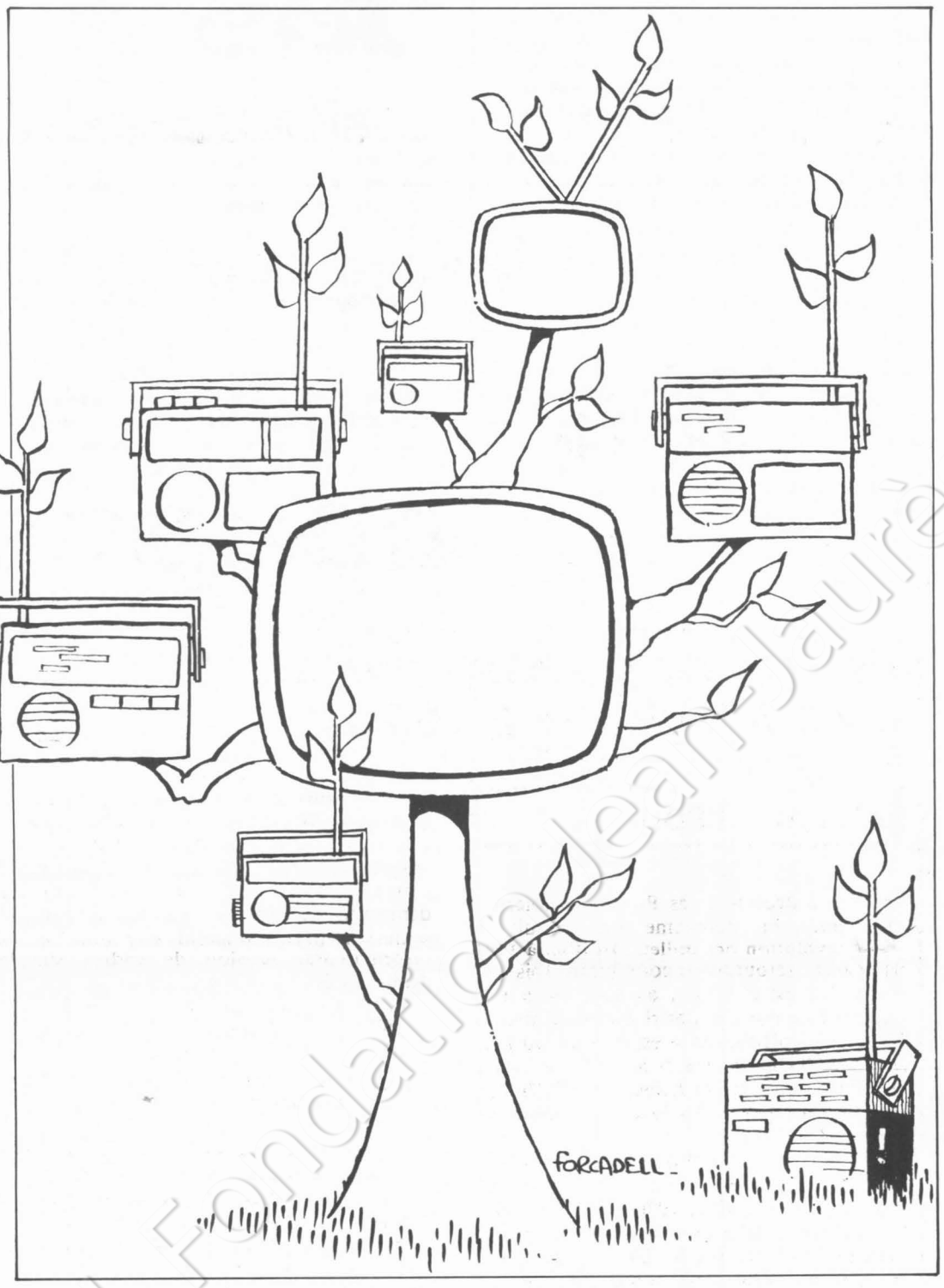
Face à une gauche minoritaire au Parlement, le R.p.r. puis l'U.d.f. ont usé et abusé de l'outil audiovisuel comme s'il leur appartenait. Les protestations de l'opposition, des télespectateurs et des syndicats de l'O.r.t.f. puis de l'ex-O.r.t.f. devant ce détournement ont tout juste abouti à de savants chronométrages des temps de parole respectifs des uns et des autres. Artifice que tout cela dès lors que, dans les propos des leaders de l'opposition, les polémiques intérieures à la gauche étaient systématiquement privilégiées sur les critiques touchant à la politique gouvernementale. On se souvient aussi des nombreuses interventions télévisées de Raymond Barre pendant la campagne pour les élections européennes. Bien que n'étant pas décomptées sur le temps de parole de la liste Veil, ces passages à l'antenne es-qualité du Premier ministre venaient « opportunément » appuyer l'ancien ministre de la Santé.

Objectivité et impartialité

Au demeurant, malgré ces différentes astuces, le déséquilibre demeure. En réponse à une question écrite du député socialiste Alain Vivien sur l'appartenance politique des personnalités interviewées par F.r. 3-Ile-de-France, le ministre de la Culture et de la Communication répondait, le 29 septembre dernier : « Depuis un an, soixante-dix personnalités régionales et trente-cinq membres du gouvernement sont intervenus sur l'antenne régionale de Paris-Ile-de-France. L'appartenance politique des personnalités interviewées se répartit de la façon suivante : R.p.r. : 27 ; U.d.f. : 7 ; divers majorité : 12 ; P.s. : 8 ; P.c. : 11 ; divers opposition : 1... » Soit un score de 81 passages (46 personnalités + 35 ministres) pour la majorité à 20 passages pour l'opposition. Ce qui donne tout son sel à la première phrase de la réponse de Jean-Philippe Lecat, destinée à introduire ces chiffres : « Il ressort des informations fournies par la présidence de F.r. 3 que, conformément aux directives de son conseil d'administration, F.r. 3 Paris-Ile-de-France veille attentivement au respect des principes d'objectivité et d'impartialité dans ses programmes. » (Sic.)

De tels excès ont fini par mettre une partie de l'opinion sur ses gardes. Aussi l'information radiotélévisée n'est-elle plus le lieu privilégié par lequel la droite distille son idéologie. Variétés, feuilletons, spots publicitaires et autres programmes culturels ou sportifs véhiculent tout autant un « message » particulièrement engagé. Plus insidieux, il n'en est que plus efficace.

La pauvreté et l'orientation des programmes, leur parisianisme, l'ignorance du besoin d'expression croissant des régions comme des minorités, le désintérêt pour l'émergence de nouvelles formes d'expression, le mépris pour les préoccupations quotidiennes des Français, l'art de minimiser ce qui gêne, voire de le passer sous silence, tout cela a contribué à faire monter la pression sous le couvercle du monopole. Dans ces conditions, fallait-il continuer à respecter ce monopole de diffusion que le gouvernement et sa majorité (plus ou moins unie pour la question) s'efforcent encore de maintenir ?





François Mitterrand, se rendant au Palais de Justice, le 23 août dernier, pour répondre à la convocation du juge dans l'affaire de Radio Riposte.

Plusieurs arguments plaident en faveur d'une réponse négative à cette question. Et tout d'abord, pourquoi respecter une loi dont le gouvernement lui-même organise la violation quotidienne ? L'implantation voici plusieurs années du puissant émetteur de R.m.c. dans une base militaire au sein de l'Hexagone, à Roumoules, a constitué une atteinte décisive au monopole. Et le gouvernement ne compte pas s'en tenir là. A la suite de la décision prise conjointement par Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, le 2 octobre dernier, un programme franco-allemand de satellites de télévision directe vient d'être lancé.

Le 9 octobre, le sénateur socialiste Bernard Parmentier a manifesté son inquiétude à propos du premier satellite français de télévision dont le lancement devrait intervenir en 1984. Précisons que ce satellite « couvrira » une ellipse intéressant quelque deux cents millions de télespectateurs, allant du sud de la Grande-Bretagne au nord de l'Espagne en passant par la totalité du Bénélux, la moitié de la R.f.a., la totalité de la Suisse et le nord de l'Italie. Ce satellite comportera trois canaux, l'un pour T.f. 1, le deuxième pour A 2. « A quoi et à qui servira le troisième canal ? a demandé Parmentier. Pourquoi le secret est-il absolu sur ce point ? Qu'y a-t-il à cacher ? Une chaîne commerciale ? Une chaîne de télévision payante ? » On parle aujourd'hui avec insistance de son attribution à une télévision privée du type R.t.l.

Tandis que le gouvernement prépare dans l'ombre cette nouvelle atteinte magistrale au monopole, il réserve les foudres de la justice et le brouillage par T.d.f. non pas à R.m.c. mais à la centaine de radios libres qui surgissent épisodiquement, ici ou là. Les responsables d'une trentaine de ces radios, parmi lesquels plusieurs dirigeants socialistes, ont déjà été inculpés de violation du monopole. Soupçonné d'avoir participé, en juin dernier, à la première émission de Radio Riposte, Jean-Pierre Michel (magistrat à la Chancellerie) passe le 30 novembre devant la commission de discipline du Parquet. Cette attitude partiale et répressive, contrepoint des déclarations présidentielles sur la décrispation souhaitable et le dialogue nécessaire, tranche avec le non-lieu dont a bénéficié François Delmas (R.i.), au printemps dernier, avant de devenir secrétaire d'Etat. L'ancien maire de Montpellier avait pourtant animé Radio Fil Bleu, se plaçant par là même en marge de la loi.

Il est vrai qu'à la suite du jugement l'absolvant le gouvernement s'est empressé de combler le vide juridique ainsi créé. La loi du 28 juillet 1978, votée à la hâte et dans l'attente d'un nouveau texte, perpétue le blocage actuel. Aussi la liberté dont jouit la presse écrite reste-t-elle interdite au secteur audiovisuel.

Dans ces conditions, l'écart se creuse entre notre pays et ses voisins. Les radios libres vont prochainement être autorisées en Wallonie. En Grande-Bretagne, 75 % des programmes de télévision sont conçus par les régions. Là, comme en Allemagne ou en Hollande, le contrôle politique du pouvoir sur les émissions est tout simplement inconcevable.

En Italie, le monopole de la R.a.i. a explosé en 1976 après que la Cour constitutionnelle eut rendu légales les stations locales de radio et télévision. On estime qu'il existe aujourd'hui de six cents à huit cents télévisions et plus de deux mille radios dans la péninsule.

Neuf fonctionnaires qui viennent de rédiger une thèse riche d'enseignements sur « le jeu des pouvoirs et des médias » — dans le cadre de la « Fondation nationale des entreprises publiques » (Pangloss n° 9) — contestent l'utilisation en France du phénomène italien comme repoussoir. Ils préconisent pour notre pays « au minimum, la décentralisation du monopole, au mieux, la suppression du monopole de programmation au niveau régional et local ».

Fondation Jean Jaurès

Ils prennent un à un les arguments des partisans du statu quo pour les réfuter. Le nombre de fréquences disponibles serait insuffisant ? « Un millier d'émetteurs en modulation de fréquence pourraient exister en France dans de bonnes conditions d'écoute. » Les radios et stations de télévision locales concurrenceraient mortellement la presse régionale sur le terrain de la publicité ? Cette concurrence existe au plan national et n'a tué personne. Il y a « place pour tous sur le marché local de la publicité ». Rien n'empêcherait au surplus d'organiser une certaine collaboration, comme c'est le cas en Angleterre, entre radios et presse régionales.

Le prévisible nivellement par le bas des programmes des radios locales à la solde des « féodalités financières » ? « On peut se demander pourquoi une telle appréciation n'entraîne pas *ipso facto* la fermeture des radios périphériques visées par la comparaison. Ces arguments relèvent du réflexe du centralisateur qui ne conçoit pas que d'autres, plus faibles, puissent faire aussi bien (ou aussi mal) que lui. » L'« anarchie à l'italienne » sur les ondes, porte ouverte à la « désagrégation sociale » ? « On ne voit pas bien sur quels exemples réels ces menaces s'appuient »... « Les médias français se sont très (trop) largement répandus sur le caractère soit ultra gauchiste, soit trop commercial, voire carrément pornographique des émissions italiennes. Il semble bien que tout cela soit très exagéré et que la cacophonie n'assourdisse aucune oreille. » Précisons qu'outre la France les neuf auteurs de ce rapport ont visité la Côte d'Ivoire, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Pologne et le Québec. Sortis de l'Ena, de Polytechnique, de Normale sup et autres grandes écoles, ils n'ont rien de doux rêveurs ni d'anarchistes. En fait, ils ne sont pas loin de partager les vues du sénateur centriste Jean Cluzel qui, après avoir lui aussi visité plusieurs pays, écrit dans son livre « Télémanie » : « C'est mieux chez les autres. »

Les Français ont aussi leur mot à dire. Un sondage Louis Harris publié le 10 octobre par « Télérama » indique que 39 % d'entre eux sont hostiles au monopole et que 55 % sont favorables à des chaînes régionales ou locales. Pourtant, poser la question de la nécessité de supprimer le monopole ne va pas de soi. Tantôt cela continue de choquer, tantôt cela fait sourire.

Pour certains, l'engagement du Programme commun en faveur du monopole ne saurait être remis en cause sous peine d'on ne sait quel glissement. Le monopole serait un principe intangible sinon sacré. Selon d'autres, ceux qui ne croient pas encore aux bienfaits de la libération des ondes sont ceux qui ramenaient, dans leurs premiers jours, les événements de Mai-68 à l'agitation d'une dizaine d'enragés. Pour sa part, le Parti socialiste n'a pas figé sa position tout en se gardant de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Le rapport élaboré l'an passé sous la responsabilité de François-Régis Bastide et adopté par le Comité directeur du P.s. lui a permis d'affiner son approche. Une distinction est notamment établie entre la notion de service public et celle du régime de monopole de diffusion. Pour garantir la liberté d'expression et le pluralisme, le rapport réaffirme la nécessité de maintenir l'audiovisuel dans le cadre du service public. Il préconise en même temps une transformation radicale des structures actuelles. Ainsi la dépendance dans laquelle le Pouvoir tient l'audiovisuel doit-elle disparaître avec l'institution d'un Conseil national de la radio-télévision (C.n.r.t.) et de conseils régionaux très largement représentatifs. L'un des principaux axes du projet Bastide est d'ailleurs la régionalisation des programmes.

Favorable à la disparition du monopole pour la programmation, le P.s. entend-il le maintenir pour la diffusion ? Au plan national et à celui des régions, cela ne fait pas de doute ; et si l'on considère que seul le C.n.r.t. pourrait également gérer le droit d'émettre au niveau local, on est enclin à considérer qu'il y aura bien maintien du monopole. A moins qu'il ne soit permis à qui le désire d'émettre sur son propre matériel et de disposer de sa fréquence à sa convenance. Auquel cas, le C.n.r.t. se contenterait, sur ce point, de répartir les fréquences disponibles entre les postulants.

On sait que plus de mille radios locales — d'aucuns disent deux mille — peuvent cohabiter en France sans difficulté à condition de limiter leur puissance d'émission à une trentaine de kilomètres. Les candidats potentiels au droit d'émettre dépassent sans doute ce nombre. Certains ne désireront cependant utiliser leur fréquence qu'une ou deux heures par jour. Des regroupements paraissent alors souhaitables et parfois même nécessaires. Il ne faudrait pourtant pas les imposer à tout prix. Si par exemple une station locale se créait à Caen, on voit mal « Laissez-les vivre » et le Mlac s'y répartissant le temps d'antenne. Le Mlac préférerait sans doute s'associer librement à des mouvements et des organisations plus proches de lui pour monter une station ayant un « ton », une « cohérence » et un contenu.

Donner à chacun le droit d'émettre localement marquerait un progrès décisif. Encore faut-il en avoir les moyens, ce qui pose le problème du financement de ces stations.

Pour essayer d'y voir plus clair sur ces nombreuses questions souvent obscurcies par les divers sens mis par chacun derrière des termes comme « monopole » et « service public », « l'Unité » a réuni trois spécialistes autour d'un micro : Maurice Séveno, responsable du secteur audiovisuel du P.s., Claude Villers, animateur à France-Inter, et Georges Grall, l'un des neuf auteurs de la thèse sur « le jeu des pouvoirs et des médias ». Si tout ne devient pas clair pour autant, au moins certaines imprécisions et quelques divergences ont-elles été mieux cernées. ●



Radio Fil Bleu à Montpellier (assis et chapeauté, François Delmas).



Pascal Lebrun

La police au siège du P.s. en juin dernier.



Viva

Retransmission en direct par une radio libre, le 24 novembre dernier.

Celui qui y croit et celui qui n'y croit pas

L'UNITÉ : Etes-vous pour ou contre le monopole d'Etat dans le domaine de la radio et de la télévision ? Sur quoi faites-vous reposer vos arguments ? Sur la situation actuelle ?

MAURICE SÉVENO : Au départ, l'idée du monopole était plutôt généreuse : il s'agissait de faire garantir par l'Etat le bon fonctionnement d'un service public et d'assurer, à travers les diverses chaînes, une expression pluraliste de tous les groupes d'opinion, de philosophie et de confession. La réalité a balayé ces bonnes intentions : comme la III^e^ République le faisait déjà, la IV^e^ a utilisé les stations d'Etat pour en faire la voix du gouvernement. Avec l'avènement de la télévision industrielle, la V^e^ République a définitivement dévoyé le système. On ne peut que constater le résultat : le service public n'existe plus, il faut le restaurer.

Il ne faut pas se mentir : la S.f.i.o. et toute la gauche jacobine et centralisatrice ont défendu le monopole. Mais aujourd'hui, alors que le Parti socialiste met en avant l'autogestion et la décentralisation, peut-on sérieusement continuer à se faire le défenseur du monopole ? C'est un problème politique, pas une question technique annexe. C'est un débat qui va agiter l'opinion jusqu'aux élections présidentielles de 1981.

GEORGES GRALL : Le mot « monopole » est porteur d'ambiguïtés. Il y a au moins deux monopoles : le monopole de programmation et le monopole de diffusion. Le premier est caduc de fait, et depuis longtemps. C'est le second qui est en question.

CLAUDE VILLERS : Il faut en finir avec les confusions : ce n'est pas Radio-France, ce ne sont pas les sociétés de programme issues de l'O.r.t.f. qui détiennent le monopole de diffusion ; c'est Télédiffusion de France, et T.d.f. le tient elle-même des P.t.t.

Il faut ôter d'autres clichés de la tête des gens : Radio-France n'a pas le monopole de la radio en France, les chaînes de télévision française n'ont pas le monopole de la télévision en France, puisque Radio-Télé-Monte-Carlo, R.t.l., Europe 1 et Sud-Radio émettent sur le territoire national. Je veux dire qu'il n'y a pas monopole des radios et télévisions d'Etat.

L'UNITE : Mais sur quelle base juridique l'Etat brouille-t-il les émissions des quelques « radios libres » qui se manifestent épisodiquement, dans le même temps où il laisse les émetteurs des stations périphériques augmenter leur puissance ?

CLAUDE VILLERS : L'Etat français ne peut légalement rien contre les périphériques : l'émetteur de R.t.l. n'est pas rue Bayard mais sur le territoire luxembourgeois ; celui d'Europe 1 n'est pas rue François-1^er^ mais en Sarre.

MAURICE SÉVENO : En revanche l'émetteur de Monte-Carlo est en contravention avec la loi : il est planté sur un terrain militaire français...

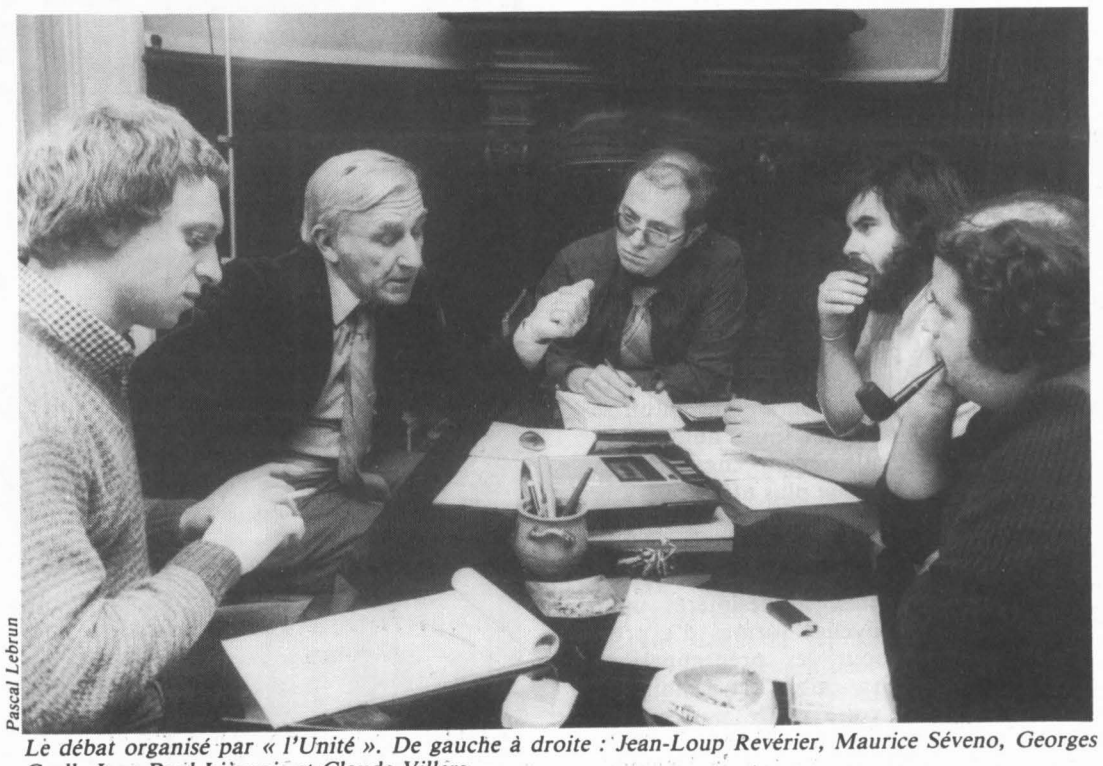
CLAUDE VILLERS : Oui, et ça c'est parfaitement scandaleux.

« L'UNITE » : Il y a bien quand même un monopole indirect, puisqu'à travers la Sofirad l'Etat français contrôle R.m.c., Sud-Radio et Europe 1 et que le futur directeur général de R.t.l., qui doit être nommé bientôt, est pour l'instant conseiller du ministre français des Affaires étrangères. En fait, c'est le gouvernement qui a ainsi la haute main sur toutes les radios et télévisions du pays. Et ce monopole n'a rien à voir avec le service public...

CLAUDE VILLERS : La définition du service public du temps de l'O.r.t.f. était : éduquer, distraire, informer. Il n'y a rien à changer : je suis toujours un farouche défenseur de ce service public-là. Mais pourquoi le service public se contenterait-il d'assurer un réseau national ? Je suis partisan de la création de radios locales (ou thématiques), je suis pour une multiplication des sources d'informations. Mais à condition que cela ne soit pas l'occasion pour quelques individus, mal intentionnés ou mercantilement organisés, de s'introduire sur les ondes françaises... Pour éviter cet écueil, il faut que les nouvelles radios ou télévisions qui naîtraient restent dans le cadre du service public.

Mon point de vue n'est pas nouveau. Si j'ai fait une émission comme « Marche ou rêve », c'est parce qu'un jour où j'étais à Bergerac j'ai passé mon temps à écouter France-Inter et je me suis demandé : mais quel intérêt cela peut avoir pour un habitant de Bergerac de savoir que telle pièce vient d'être créée au Café d'Edgar, boulevard Edgar-Quinet à Paris ? Et en quoi les états d'âme de Régine le concernent-ils ? J'en ai conclu à la nécessité de créer des radios locales. Pas seulement en province ; à Paris également, les Parisiens voudraient bien savoir pourquoi on ne développe pas leurs transports en commun, à quoi va finalement ressembler le quartier des Halles, etc. Bref, il faut créer des radios, voire des télévisions, qui parlent aux gens aussi de leur vie, pas seulement de la vie des Martiens.

Mais, puisqu'on parle de mainmise, il ne



Pascal Lebrun

Le débat organisé par « l'Unité ». De gauche à droite : Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Georges Grall, Jean-Paul Liègeois et Claude Villers.

faudrait pas que ces radios locales tombent sous la coupe d'un autre « gouvernement » : celui des notables locaux. On imagine assez bien la vie difficile du responsable d'une station locale : chaque jour, dans la rue, il va croiser le maire, le préfet, le pharmacien, le médecin, toutes les notabilités. Il est nécessaire qu'il soit protégé contre toutes les pressions, contre les interventions de tous les pouvoirs. Je ne vois qu'une solution : une association selon la loi de 1901, avec un conseil d'administration constitué uniquement de membres élus, pas nommés comme c'est le cas aujourd'hui. Le service public, à travers cette formule, est le seul à pouvoir garantir l'indépendance des radios locales.

Reste une double question fondamentale : à qui va-t-on donner le droit d'émettre ? Pourquoi à Untel plutôt qu'à Tel autre ?

MAURICE SÉVENO : Je suis tout à fait d'accord avec Claude Villers : il devient urgent que naissent des radios locales. Mais je crains que le service public dont il parle ne soit un monopole déguisé, un monopole qui n'ose pas dire son nom.

Pour moi le mot monopole n'est pas ambigu, il est clair. Quand on dit que le S.e.i.t.a. a le monopole du tabac, cela veut dire que pour fabriquer du tabac ou pour le commercialiser il faut passer par le S.e.i.t.a. Si la diffusion de toutes les émissions des radios locales passe encore par le service public il s'agit toujours d'un monopole. Et cette dépendance technique induit une dépendance des programmes. Ne pourrait-on pas mettre en place un service public qui ne soit plus un monopole ?

« L'UNITE » : Comment ?

MAURICE SÉVENO : Un organisme national de service public doit continuer à assurer une diffusion nationale et régionale de programmes de radio et de télévision. Cela suppose qu'il continue également à disposer de l'infrastructure technique des relais hertziens dont s'occupe actuellement T.d.f. Mais pourquoi ce service public devrait-il aussi contrôler les radios locales ? Il suffirait qu'il accorde pour une durée limitée et renouvelable, sur une fréquence précise, un « permis d'émettre », une licence à des individus, des groupes ou des associations. Cette licence en poche, il appartiendrait aux intéressés de se débrouiller.

Cela sous-entend que chaque station ait le droit d'émettre sur son propre matériel. Si ce n'était pas le cas, ce serait donner une prime aux riches. Parce que tout le monde ne pourrait pas se payer les services de T.d.f. ou de son équivalent ! Ce serait inique. Imagine-t-on une loi qui ferait obligation à tous les journaux d'être fabriqués par l'Imprimerie nationale ? Quel tollé cela soulèverait ! Alors pourquoi deux poids deux mesures : un pour la presse écrite, un pour la radio ?

Il faut avoir le courage de faire un pari sur la liberté, de dire : « Voilà des licences. Vous voulez émettre, émettez ! » Si on est vraiment pour la liberté d'expression, on ne peut pas dire autre chose. Une fois qu'on a attribué une licence et une fréquence à une station, elle doit être entièrement libre. Une seule restriction : qu'elle applique les lois en vigueur pour la presse écrite, concernant le respect des individus, la diffamation, etc.

GEORGES GRALL : On peut difficilement assimiler le régime de l'audiovisuel à celui de la presse écrite...

MAURICE SÉVENO : On peut effectivement développer un point de vue visant à contrôler la radio et la télévision. Mais il faut le dire franchement, ne pas utiliser d'arguties désuètes. Et, dans ce cas, il ne faut pas dire qu'on est partisan de la liberté d'expression.

Pourquoi la liberté de la presse écrite est-elle acceptée (du moins à gauche), alors qu'on a peur de la liberté des radios et des télévisions (même à gauche) ? C'est évident : on craint le pouvoir de la parole ! Lire sur un tract « Tous à Charonne », c'est presque anodin. Mais écouter une voix qui répète « Tous à Charonne », ça inquiète. Même à gauche, j'insiste. Un jour j'ai dit à un élu socialiste : « Et si on faisait une radio dans ta ville ? » Il m'a répondu : « Oui, si je la contrôle ! »

CLAUDE VILLERS : En lançant « Vous voulez émettre, émettez ! », Séveno livre les stations locales à la jungle du marché. Et c'est le plus riche qui s'achètera le plus d'émetteurs. Il y aura de belles affaires dans l'air ! Pour qui aura envie de faire de l'argent, ce sera facile : il mettra en place une chaîne de radios (ou de télévisions) et il offrira son réseau aux publicitaires.

MAURICE SÉVENO : Mais on peut prévoir, dans la loi qui précise la fonction du service public, que le cumul et la mise en place de chaînes soient interdits.

CLAUDE VILLERS : C'est déjà interdit en matière de presse écrite. Cela n'empêche guère certains de cumuler quand même !

« L'UNITE » : Mais comment vont-elles vivre, ces radios ou télévisions locales ? Par le biais de quels financements : apport de l'Etat et des collectivités locales ? Les deux ? Grâce à des cotisations et des abonnements volontaires ? Grâce à la publicité ?

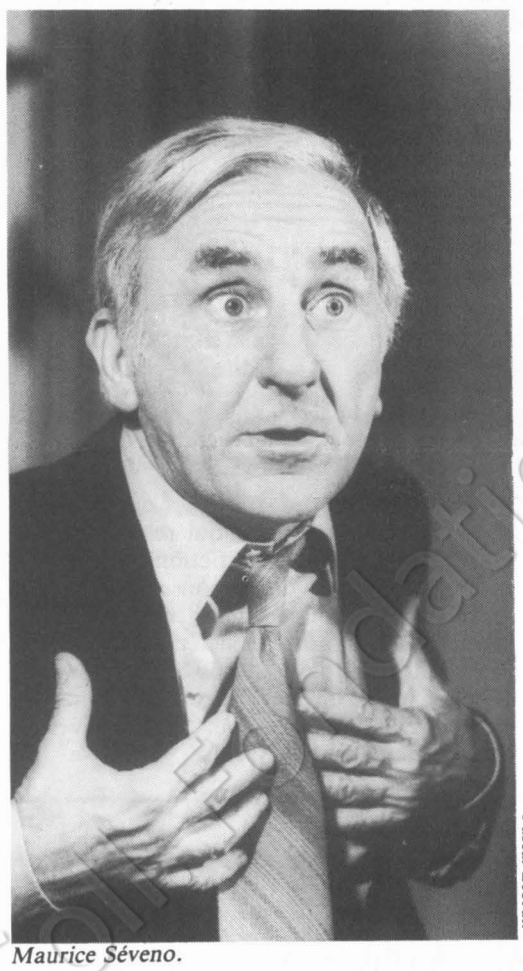
MAURICE SÉVENO : A chacun son financement ; ce n'est pas au législateur de la prévoir.

CLAUDE VILLERS : C'est bien, le bénévolat, mais ça ne dure qu'un temps. On sait ce que ça a donné en Italie...

GEORGES GRALL : Oui, 80 % des Italiens continuent à écouter les émissions de la R.a.i. et 20 % seulement suivent celles des radios locales.

CLAUDE VILLERS : Ça prouve que les émissions de la R.a.i. sont sans doute mieux faites... Et c'est plutôt réconfortant. Mais ce dont je veux parler, c'est du phénomène dans son ensemble : au départ, il y a eu une floraison de radios « libres » ; mais les bénévoles se sont vite épuisés ou découragés ; et les radios « libres » ont presque toutes été reprises en main par des financiers, par des marchands de nouilles ou de savon. Voilà à quoi ça mène le bénévolat, le système D. !

MAURICE SÉVENO : Les situations, l'italienne et la française, ne sont pas comparables. Quand le monopole de la R.a.i. a éclaté, il n'existait aucune station publicitaire en Italie ; d'où la ruée des commerçants et des hommes d'affaires sur les nou-



Maurice Séveno. *Pascal Lebrun*

velles stations. Rien de tel en France : les radios commerciales existent depuis belle lurette et elles se battent entre elles pour s'arracher les miettes d'un marché publicitaire qui est presque à saturation.

C'est assez ubuesque d'agiter l'épouvantail d'un éventuel contrôle des radios ou télévisions locales par les publicitaires, alors que les actuelles chaînes nationales de télévision croûlent sous la publicité... Soyons sérieux : ce n'est pas parce que mille radios locales vont surgir demain, que la maison Palmolive va pouvoir multiplier par mille son budget de publicité. Si elle donne un message à telle radio locale, elle va le retirer à un autre média. C'est bien ce qui inquiète les journaux régionaux qui sont actuellement en situation de monopole...

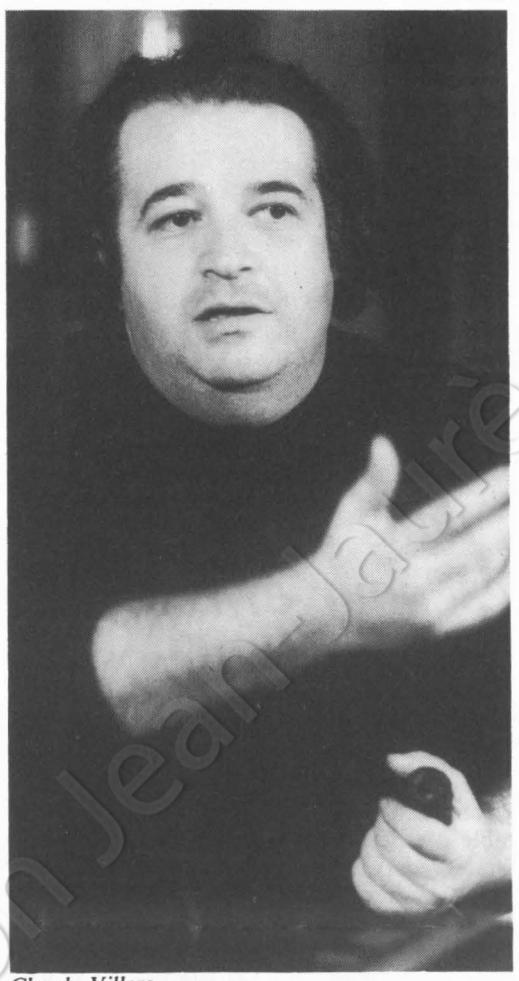
CLAUDE VILLERS : Il est vrai que la presse dite « de province » détient des monopoles. Mais ce n'est pas à cause de la publicité qu'elle a peur d'une implantation de radios ou de télévisions locales. C'est pour une question d'influence. Actuellement, un directeur de journal régional détient une formidable puissance. Si, demain, il y a une nouvelle source d'information, son pouvoir va être réduit, voire mis en cause...

« L'UNITE » : Alors, financement des radios et télévisions locales par la publicité ou non ?

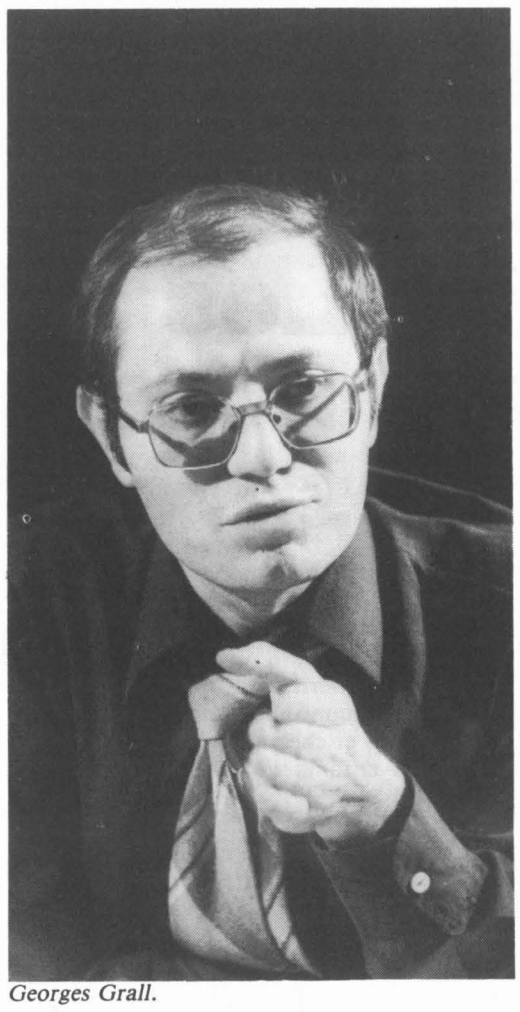
CLAUDE VILLERS : Dire aux gens que le supermarché du coin fait des réductions sur tel produit, leur signaler que le quincailler de la rue Machin propose une semaine de l'arrosoir, c'est un service rendu, c'est aussi de l'information. En ce sens, je suis partisan de la publicité locale sur les ondes locales.

GEORGES GRALL : C'est, en effet, beaucoup plus clair et beaucoup moins hypocrite qu'une éventuelle interdiction qui ouvrirait la porte à tous les vents de la publicité clandestine. J'ai vu fonctionner une télévision locale en Angleterre (il en existe aussi en Belgique et au Québec) : n'importe qui a le droit de se faire aider par un technicien et de partir dans la rue avec une caméra ; qui peut l'empêcher d'arrêter son objectif plus longtemps sur tel magasin ou telle enseigne ? Il est plus sain que le boucher et l'épicier sachent qu'ils peuvent acheter directement une annonce ou un message publicitaire.

MAURICE SÉVENO : On peut aussi très bien se passer de publicité. De mon



Claude Villers.



Georges Grall.

point de vue, il est même souhaitable de s'en passer. Car une station publicitaire n'a aucune chance d'intéresser : c'est justement des radios ou télévisions publicitaires que les gens ont assez.

Nous avions travaillé sur la question du financement lors du projet de « Radio-P.s. ». Nous avions prévu d'émettre à l'échelle de la région parisienne, soit pour un potentiel de douze millions d'auditeurs. Pour faire vivre sept permanents et couvrir les frais de fonctionnement, il nous fallait disposer d'un budget mensuel de cent vingt mille francs. Nous n'avons jamais envisagé la moindre recette publicitaire. Nous avions prévu un appel quotidien à la taxe volontaire de la part des auditeurs. Nous nous étions mis d'accord avec les municipalités socialistes de la zone de diffusion pour qu'elles nous apportent leur concours financier, le plus légalement du monde, sur le poste budgétaire de la Culture au titre de « l'aide à un service public ».

CLAUDE VILLERS : Je suis contre toute Radio-P.s. Les habitants de Bergerac n'ont pas besoin d'une Radio-P.s., ni d'une radio-Monsieur-le-Maire. Ils ont besoin d'une Radio-Bergerac où ils pourront s'exprimer librement, c'est tout. Si une mairie veut s'exprimer sur les ondes d'une radio locale, elle peut très bien acheter un temps d'antenne pour y dire ce qu'elle a à dire. Ce faisant, elle aidera financièrement la radio locale, donc la liberté d'expression.

Par ailleurs, ce doit être plutôt triste une station de radio ou de télévision qui fait la quête à l'antenne toutes les cinq minutes ! La vie associative c'est autre chose que la sébile : chaque membre de l'association verse librement sa cotisation. Une association peut aussi avoir des recettes annexes, à condition de ne pas les faire dans un but lucratif et à condition que les livres de comptes ne soient pas tenus secrets. J'en reviens toujours à la seule solution qui me paraît viable : une association régie par la loi de 1901, des membres et un conseil d'administration pour gérer une télévision locale. L'association étant le meilleur garant du service public.

Enfin, je considère que la pression fiscale locale est déjà suffisamment forte. On ne va pas demander la création d'un nouvel impôt local pour financer les radios ou télévisions locales. On ne peut pas faire supporter ce financement à des gens que ça n'intéresse pas. Mais ceux qui sont intéressés peuvent toujours rejoindre l'association.

« L'UNITE » : Si l'on considère qu'une des missions du service public est de permettre à toutes les opinions de s'exprimer et si les radios locales jouent ce rôle, pourquoi la collectivité nationale ne les financerait-elle pas ?

GEORGES GRALL : Il y a un danger qui consisterait à dire : « Tous ceux qui se sont vus attribuer des fréquences seront subventionnés par l'Etat. » Qu'ils le soient un peu, d'accord. Mais entièrement, c'est impossible ; ce serait un gouffre.

MAURICE SÉVENO : Et puis il y a le réseau régional et national qui sert à cela : à garantir le pluralisme. Des radios ou des télévisions locales devraient plutôt donner la parole à des minorités.

CLAUDE VILLERS : Ça risque d'être profondément ennuyeux. Sans compter que ça va fabriquer de véritables ghettos !

MAURICE SÉVENO : Mais enfin ce serait bien le premier intérêt des radios ou des télévisions locales : qu'il y soit enfin parlé de ce que les radios et télévisions d'Etat taisent.

CLAUDE VILLERS : Encore que ce ne soit pas la question débattue ici, je suis tout à fait prêt à discuter de la question de la liberté dans une station d'Etat. Je constate qu'en fait beaucoup de gens pratiquent volontiers l'autocensure. Et je crains que ce comportement ne continue à exister aussi dans les radios locales. On ne change pas les hommes simplement en édictant quelques lois...

MAURICE SÉVENO : C'est un préjugé. Soyons plus optimistes ! Si les socialistes ne le sont pas...

CLAUDE VILLERS : Je suis très optimiste : plus il y aura de gens réunis au sein d'une association pour prendre en charge une radio ou une télévision, plus la liberté d'expression sera grande. Au contraire, si les stations locales sont attribuées au premier venu, n'importe quel marchand de soupe un peu argenté pourra s'acheter un émetteur, une chaîne d'émetteurs et des hommes pour lui faire des programmes ; la liberté d'expression risque d'y laisser des plumes.

MAURICE SÉVENO : Quelle naïveté ! Mais n'importe qui peut très bien monter une association bidon, n'importe quel marchand de soupe effectivement !

« L'UNITE » : Inutile d'espérer vous mettre d'accord...

GEORGES GRALL : Il y a quand même accord pour attribuer des licences à des groupes locaux (associations ou non), dans la limite des fréquences disponibles. Avec recours éventuel à la publicité locale, pour compléter les ressources budgétaires initiales. ●

(propos recueillis
par Jean-Loup Revérier
et Jean-Paul Liègeois)

Collection Jean Jaurès



Sygma

Paysage désertique au Sahel : famine.

Biologie : la nature politique des choses

Demandé par Giscard, dans le secret espoir que la biologie apporterait des réponses pour affronter les "turbulences" du monde de demain, le rapport des trois "sages" renvoie la balle au pouvoir politique et l'interpelle

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

Ni monstres, ni miracles en l'an 2000 : ce raccourci négatif est bien loin de rendre compte de l'extrême richesse du rapport « Sciences de la vie et société » réalisé par les trois « sages », éminents biologistes, que sont François Gros, François Jacob et Pierre Royer (1), 287 pages qui pèsent lourd. D'autant plus lourd que la volonté d'éviter le sensationnel, illustrée par le titre si peu racoleur, ne se dément pas au fil des pages. Le sujet s'y prêtait pourtant : la biologie, science du vivant, est, pour l'opinion publique, comptable d'espérances vieilles comme le monde — le recul de la maladie et de la mort. Mais ses dernières découvertes font naître autant d'espoirs que d'inquiétudes (2). Que nous réservent ces mystérieuses manipulations génétiques dont l'alchimie échappe au commun des mortels ? Présentent-elles des risques (création d'un nouveau microbe, possibilité d'épidémie) ? Les scientifiques eux-mêmes l'ont craint : en 1975, à l'initiative de deux biologistes américains Paul Berg et Stanley Cohen, une conférence a réuni des généticiens du monde entier pour en évaluer les possibles dangers et certaines expériences ont été interrompues. Les biologistes américains sont parvenus à « cloner » des végétaux, c'est-à-dire à reproduire à partir d'une seule cellule d'une plante une autre plante rigoureusement identique. Pourra-t-on demain « cloner » des humains, c'est-à-dire reproduire, au choix, mille Brigitte Bardot, mille Mozart ou mille Hitler ? A ces questions qui relevaient hier encore de la science-fiction, les trois savants apportent des réponses plutôt rassurantes. « Découper des gènes, les réimplanter dans d'autres bactéries, cela n'est pas si dangereux que l'on a pu le craindre, affirme le professeur Jacob — l'un des quatre savants français qui ont découvert le fonctionnement de l'A.d.n. Cela se fait depuis six ans en laboratoire... et la nature le fait constamment. Mais l'inocuité est difficile à démontrer. C'est comme si je vous disais : vous êtes venu pour me tuer, prouvez-moi le contraire ! »

Quant au clonage des êtres humains, ce n'est semble-t-il pas pour demain : « On a déjà du mal à y arriver avec les grenouilles ! » La perspective de « produire par milliers des individus génétiquement identiques » reste selon le rapport « hors d'atteinte en tout cas pour les vingt années à venir » ; il est vrai que vingt ans, cela n'est pas grand-chose à l'échelle d'une espèce.

Mais s'ils se refusent délibérément à dramatiser les conséquences de certaines découvertes, les trois auteurs du rapport ont cependant l'optimisme prudent. Certes, ils dressent une liste des changements que la biologie rendra probablement possibles d'ici l'an 2000. Des changements qui ne sont pas minces.

* EN MEDECINE

Choisir le sexe de ses enfants, traiter efficacement les stérilités, diminuer le nombre des prématurés, améliorer la prévention et la détection des malformations congénitales, mieux soigner les maladies mentales, trouver de nouveaux vaccins, faciliter les greffes. De nouveaux médicaments plus proches des substances naturelles de l'organisme seront donnés à des doses et à des rythmes mieux adaptés ; au lieu de détruire des cellules, ils stimuleront les défenses naturelles : ils auront donc moins d'effets secondaires néfastes.

* EN AGRONOMIE

De nouveaux procédés aboutiront à intensifier la production de protéines. Grâce à des bactéries « domestiquées » qui fixeront l'azote, ce qui permettra de supprimer le recours aux engrais azotés très coû-

Pierre Royer : "Les affamés ne se révoltent pas, mais manger un peu donne très très faim..."

PIERRE Royer est avec François Gros et François Jacob co-signataire du rapport « Sciences de la vie et société ». Ce chercheur de renommée internationale est aussi un praticien : il est chef de département de pédiatrie à l'hôpital des Enfants malades à Paris et président du Conseil d'administration de l'Institut Pasteur. Il a accepté de répondre aux questions de « l'Unité » sur l'un des thèmes du rapport qu'il a plus particulièrement suivi : les problèmes d'agronomie et d'alimentation dans le monde.

« L'UNITE » : Professeur, vous avez affirmé à plusieurs reprises que les problèmes d'alimentation étaient dès aujourd'hui plus importants que le problème de l'énergie. Cela va à l'encontre de bien des affirmations officielles... Sur quels faits fondez-vous cette analyse ?

PIERRE ROYER : J'ai dit cela, en effet et c'est pour moi une grande inquiétude. Nous vivons d'ores et déjà dans une situation de carence globale : quatre cent millions d'enfants dans le monde souffrent de malnutrition. Et comme vous le savez la répartition géographique est très manichéenne : d'un côté le groupe des pays industrialisés qui connaissent un état de surabondance alimentaire, d'un autre côté les pays sous-développés qui sont pour la plupart dans une situation de pénurie dramatique. Bien sûr, il y a aussi d'énormes disparités à l'intérieur des pays : en Arabie Saoudite quelques-uns mangent du caviar tous les jours et chez nous, en France, il y a encore des enfants qui ne mangent pas à leur faim.

D'ici à vingt ans la situation risque fort d'empirer. Sauf catastrophe planétaire, guerre nucléaire ou autre impondérable, la population mondiale sera d'environ six milliards. Et ce sera une population très jeune : la moitié aura moins de dix-huit ans. Or, pour grandir, un enfant, un adolescent a plus de besoins alimentaires qu'un adulte. Il faut donc prévoir un doublement des besoins. Mais sauf découverte, par définition imprévisible, il n'y aura pas un doublement de la production agricole. L'aquaculture va se développer mais sans doute pas assez vite et il y aura beaucoup de problèmes, scientifiques et économiques, à résoudre avant de parvenir à des élevages de poissons en série comme il y a des élevages de poulets. On pourra sans doute utiliser de l'urée et des protéines de synthèse pour nourrir le bétail. On fera pousser des plantes sans engrais en leur permettant de fixer l'azote naturellement. Les Israéliens ont déjà créé un blé que l'on peut arroser avec de l'eau de mer. Mais s'il y a de bons espoirs d'améliorer encore les rendements et la qualité, il ne faut pas attendre que la biologie fasse des miracles : dans la meilleure hypothèse la production de céréales augmentera moins vite que la population. Et le déficit sera encore plus important pour les protéines animales car produire de la viande coûtera de plus en plus cher en énergie... D'autre part il y a un problème de disponiblité des terres agricoles : abattre les forêts n'est pas une bonne solution car cela diminue la quantité d'oxygène.

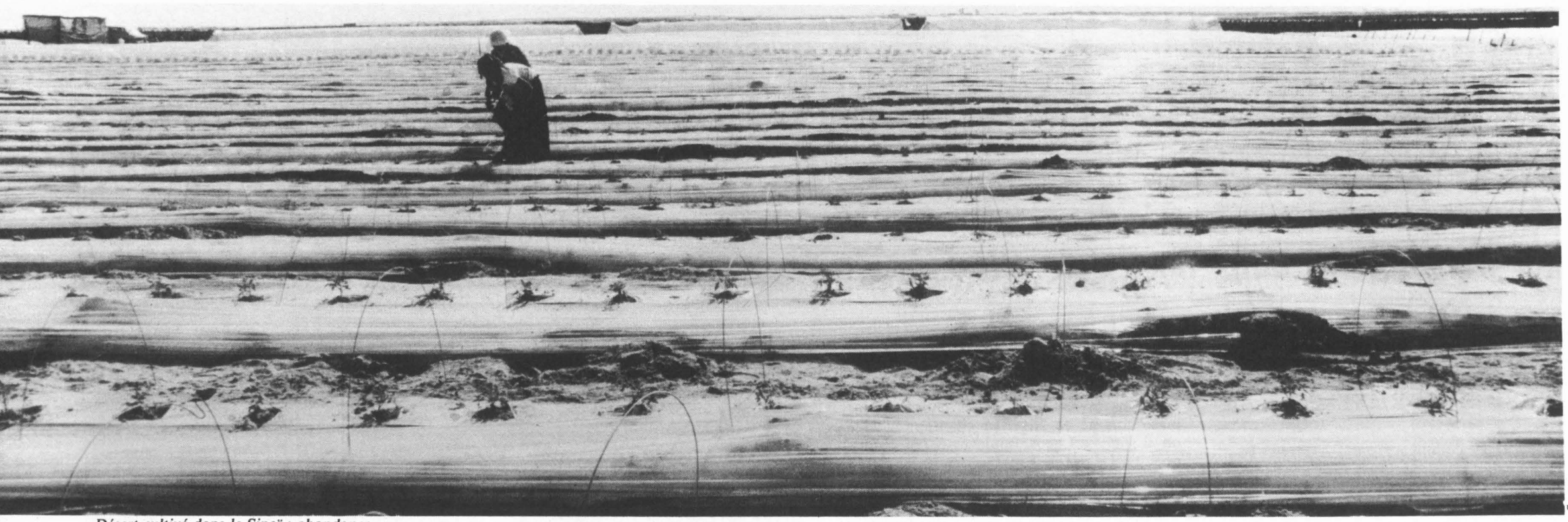
— Estimez-vous que les pays industriels risquent eux aussi de connaître des pénuries d'ordre alimentaire ?

— Je crois qu'il est possible que l'état d'abondance actuel soit éphémère.

D'abord il existe un problème de répartition entre les Etats. Aujourd'hui il y a un rapport de forces entre deux extrêmes, les riches et les pauvres. Demain il y aura sans doute une classe moyenne qui n'existe pas encore au niveau des Etats. Ce sera sans doute un facteur de déstabilisation : les affamés ne se révoltent pas, ils sont amorphes. En revanche, manger un peu cela donne très, très faim. Ensuite il y a un problème de coût croissant de la production alimentaire. En Chine, pour une calorie consommée il y a une calorie et demie dépensée. En France le rapport est de un à huit ! Notre système de production est de plus en plus consommateur d'énergie — et l'énergie se fait rare, donc coûteuse. Les habitudes alimentaires poussent dans ce sens : en un siècle la consommation de pain par personne et par jour est tombée de six cents à cent trente grammes. En cinquante ans la consommation de pommes de terre a baissé de moitié, alors que celle de viande a doublé et que celle de graisses augmente régulièrement. Pour l'alimentation du bétail, nous importons en soja l'équivalent des exportations du secteur automobile : c'est énorme ! Or les contraintes énergétiques croissantes vont gêner le système de haute productivité dans l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire : le problème du déficit, en particulier en viande, risque donc de se poser.

— Tous les diététiciens disent que les Français mangent trop : si nous mangeons moins demain, ne pensez-vous pas que cela aura plutôt des effets bénéfiques sur la santé ?

— C'est vrai que nous avons aujourd'hui beaucoup de maladies de pléthore : obésité, maladies cardio-vasculaires, etc. Il s'est produit un déséquilibre entre les besoins et les ressources. Depuis vingt-cinq ans la dépense énergétique d'un individu a baissé de 30 % en moyenne : quand j'allais à l'école je faisais quatre kilomètres à pied. Aujourd'hui il y a les cars de ramassage scolaire, les ascenseurs, le chauffage central dans les appartements, etc. Tout cela diminue nos dépenses en énergie. Mais nous avons gardé des habitudes alimentaires disproportionnées. C'est surtout vrai pour ma génération, celle qui a découvert l'abondance après la guerre. Il y a le mythe de la viande rouge :



Sygma

Désert cultivé dans le Sinaï : abondance.

teux ; grâce à la découverte de variétés plus fécondes.

* EN MATIERE D'ENERGIE

Production d'alcool, d'éthanol, d'hydrogène à partir de déchets de l'agriculture et de l'industrie (paille, organismes marins, déchets de cellulose, etc.)

Selon le rapport, la France pourrait, grâce au traitement microbiologique de ces déchets, couvrir 30 % de ses besoins énergétiques en l'an 2000 (contre 5 % grâce à l'énergie solaire).

Mais l'intérêt majeur de cette somme sur les relations de la biologie et du devenir de la société est peut-être moins dans l'énoncé des changements probables que dans le refus des scientifiques à évacuer la dimension politique des problèmes. « A elle seule, la biologie ne peut rien, lit-on dans la conclusion du rapport. A elle seule, elle ne résoudra aucun des problèmes auxquels se trouve confrontée notre société. Si elle peut apporter une contribution à la recherche de certaines solutions, c'est en fonction d'une volonté politique. C'est aussi en fonction d'un consensus social. »

Exemple cité : la pilule. Sans elle, qui apporte la maîtrise de la maternité, le statut de la femme ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui dans les sociétés occidentales. Mais elle n'a pu jouer ce rôle que grâce à un certain état de la société : vote des femmes, hygiène et médicalisation accrues, etc. En revanche, faute d'une volonté politique, les progrès de la science et des techniques n'ont pu à eux seuls suffire à résoudre le problème de la faim dans les pays du tiers monde. Et si les progrès de la biologie cellulaire vont permettre d'intensifier la production de protéines à un moindre coût, cela risque fort de se traduire par un écart encore plus grand entre les quelques pays qui maîtrisent ces techniques et les populations des pays sous-développés. Le rapport est formel : « Il y a aujourd'hui quatre cent millions d'enfants qui souffrent gravement de la faim. Le risque est grand de voir ce nombre doubler en vingt ans. »

Autre débat de société, la durée du travail... « On pouvait penser, explique François Jacob, que le temps de loisir allait augmenter grâce à l'automatisation croissante des tâches. Il est stupéfiant de constater que ce n'est pas le cas. »

Impuissante à résoudre seule ces problèmes, la biologie en pose de nouveaux à mesure qu'elle progresse dans la connaissance des mécanismes de la vie.

Ainsi, nous pourrons demain choisir le sexe de nos enfants. Est-ce un progrès social ?

Les effets de cette découverte seront différents selon les sociétés — peu sensibles là où la plupart des couples désirent deux enfants, une fille et un garçon, ils risquent de provoquer des déséquilibres très dangereux dans des pays où un sexe est plus valorisé que l'autre.

Danger aussi de ces nouveaux médicaments psychotropes encore plus puissants que les tranquillisants, euphorisants ou excitants d'aujourd'hui : ils pourront susciter de nouvelles toxicomanies ou encore être diffusés à l'insu des « cobayes » soit par leur propre gouvernement, soit par des puissances étrangères ou, suggère le rapport, par « une équipe de scientifiques mégalomanes ou de terroristes ». Techniquement, le « meilleur des mondes » rêvé par Aldous Huxley va devenir possible.

Sans aller jusqu'à ces éventualités terrifiantes, les progrès de la médecine nous acculent à des remises en causes de l'organisation sociale actuelle. En effet, s'il est peu probable de parvenir à prolonger de façon notable l'espérance moyenne de vie, les acquis de la médecine vont améliorer considérablement la qualité de la vie des personnes âgées : d'ores et déjà les plus de soixante ans conservent un important potentiel d'activité — cela ne pourra que s'accentuer et provoquer ce que les trois « sages » appellent un « étirement » général de toutes les phases de la vie, avec toutes les conséquences que cela implique au niveau du temps de travail, de l'intégration des jeunes à la vie active, etc.

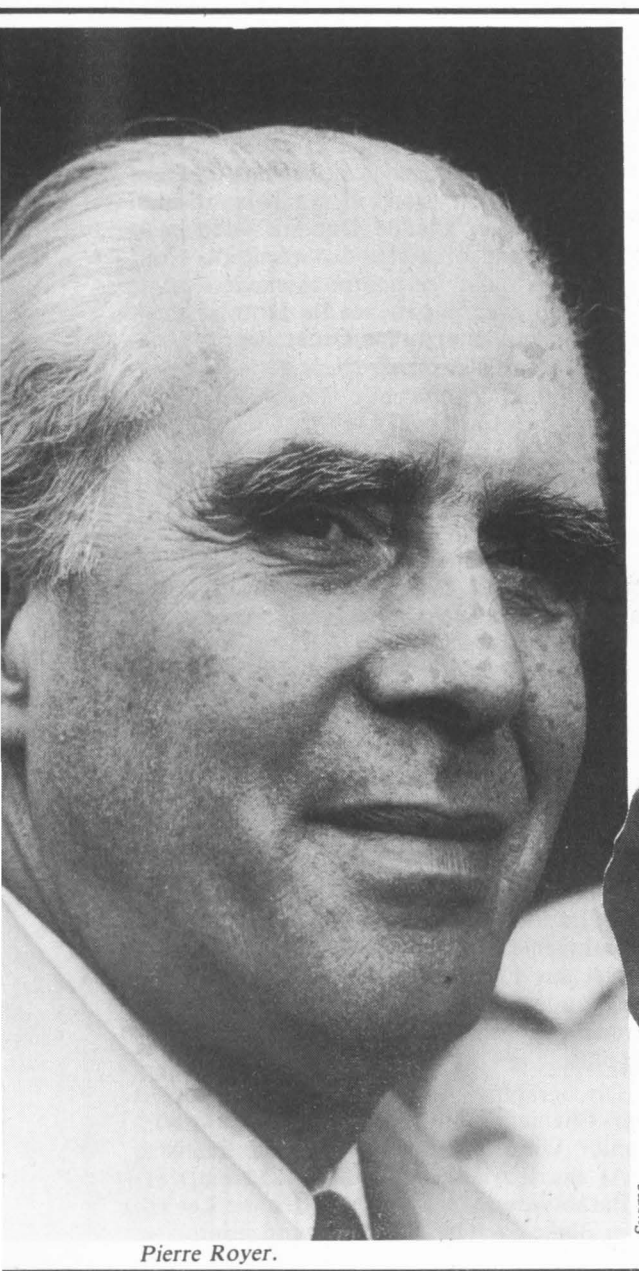
Il ne s'agit donc pas d'un rapport officiel parmi tant d'autres sitôt publiés, sitôt oubliés. Celui-ci est d'importance majeure. Demandé par le président de la République dans le secret espoir que la biologie apporterait des réponses pour affronter les « turbulences » du monde de demain, voici que les trois « sages » renvoient la balle au pouvoir politique et l'interpellent à leur tour. Avec force, ils soulignent la nature politique des problèmes qui se posent. A leur niveau, ils affirment la nécessité vitale de la recherche fondamentale, source de la plupart des découvertes et des applications en aval. Et les choix du gouvernement en la matière constituent un bon test. Si elle possède des scientifiques de réputation internationale, la France est sur une pente dangereuse. Les industriels français soucieux de rentabilité à court terme n'investissent pas dans la recherche fondamentale, jugée trop coûteuse pour des résultats par définition aléatoires.

En revanche, aux Etats-Unis, au Japon, ce sont les entreprises qui financent la majeure partie de la recherche fondamentale : elles commencent déjà à en recueillir les fruits. En France, ce sont des organismes publics qui en sont chargés. Mais cela coûte cher et le Pouvoir tente de plus en plus d'économiser sur cet investissement à long terme. Des réformes sont en cours au Centre national de la recherche scientifique (C.n.r.s.) et à l'Institut national de la recherche agronomique (I.n.r.a.). Fin octobre, les biologistes du C.n.r.s. ont interrompu leurs travaux pour dénoncer les dangers de la politique actuelle du gouvernement : « Un train part à grande vitesse, déclarait le Pr Zalta, président de la Commission de biologie cellulaire. Nous risquons de le manquer faute d'un nombre suffisant de chercheurs, faute de crédits. Vider les laboratoires de recherches fondamentales engagerait l'avenir sur une voie catastrophique. »

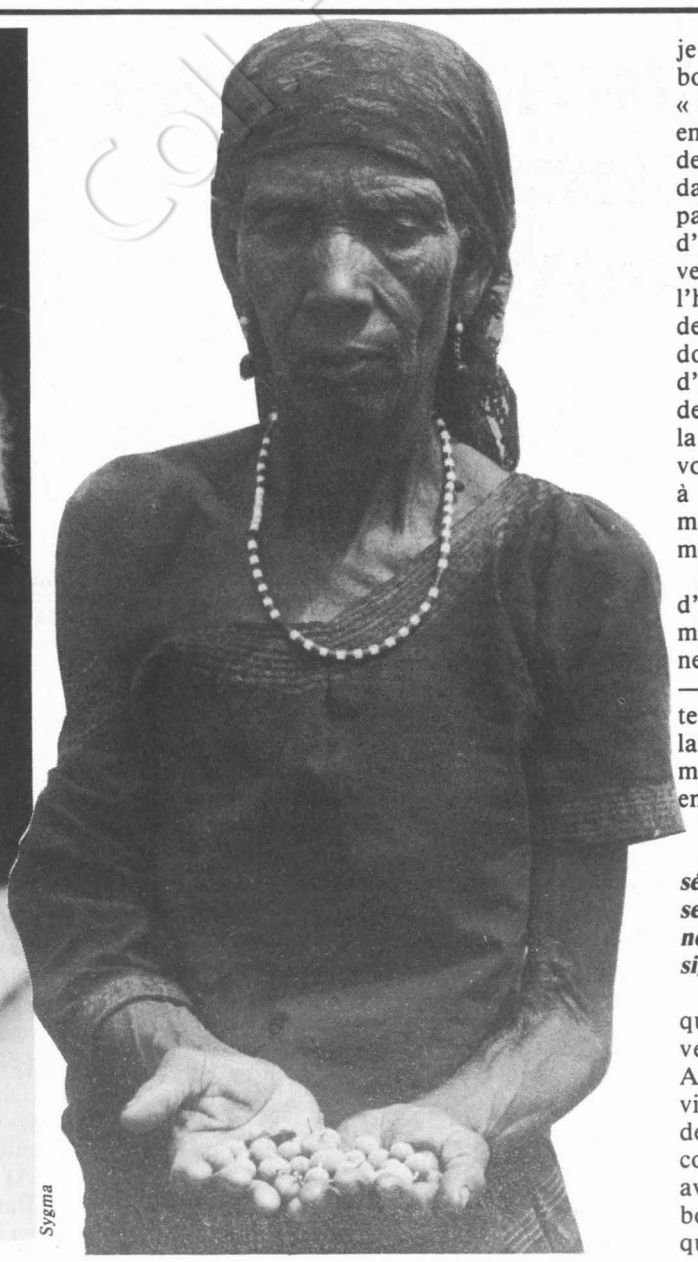
A l'I.n.r.a., c'est une véritable liquidation qui s'amorce. Cet Institut va être transformé en un établissement public industriel et commercial qui, sous prétexte de faciliter les passerelles entre les laboratoires et les entreprises, risque fort de n'être plus qu'un organisme de recherche appliquée, rentable à court terme, aux mains des industriels de l'agro-alimentaire. Des orientations qui paraissent rigoureusement contraires aux suggestions du rapport « Sciences de la vie et société ». François Gros, Francis Jacob et Pierre Royer l'ont dit et redit : « Demain, un pays qui n'investit pas suffisamment dans la recherche fondamentale sera un pays sous-développé. » Il serait grave qu'ils ne soient pas entendus. ●

(1) La Documentation française. 35 F.

(2) C'est précisément ce que soulignait dans un long développement la motion A adoptée en avril dernier par le Congrès du P.s.



Pierre Royer.



Sygma

je n'ai pas le même plaisir à manger un bon steak bien rouge qu'à avaler des « steaks » filés de soja aussi nourrissants en protéines. Peut-être y aura-t-il bientôt des modes alimentaires plus sobres. Déjà dans certains milieux, on préfère avaler un pamplemousse à midi. Peut-être les enfants d'aujourd'hui sont-ils élevés avec de nouvelles habitudes alimentaires. Mais à l'heure actuelle, il est certain que la plupart des Français mangent trop de viande — donc de graisse — et surtout boivent trop d'alcool. Et cela ne nous ferait pas de mal de manger moins. Mais n'oubliez pas que la surabondance n'est pas le lot de tous. Je vois arriver tous les jours dans mon service à l'hôpital des enfants qui n'ont pas mangé. Des enfants qui ressemblent exactement aux photos des petits Cambodgiens.

Il y a en France trois à quatre millions d'exclus, ceux que l'on appelle la quart monde. Sans compter les sectes végétaliennes — plus sectaires que les végétariens ! — qui n'admettent que l'alimentation strictement végétale (ni poisson, ni œufs, ni lait) : c'est tolérable pour un citadin adulte mais cela ne suffit pas à la croissance d'un enfant !

— Vous affirmez dans le rapport que la sélection animale et végétale représente un secteur stratégique, objet d'une lutte acharnée sur le plan mondial. Qu'est-ce que cela signifie ?

— Vous savez que depuis les années cinquante la sélection des animaux et des végétaux a fait d'énormes progrès. Aujourd'hui on « fabrique » exactement la viande comme on veut qu'elle soit : avec de la graisse autour et pas dedans, de telle couleur, etc. Par exemple on fait du porc avec des os assez mous pour couper le jambon plus facilement ! La contre-partie c'est que ces espèces sélectionnées, hautement « performantes », sont extrêmement fragiles : ces animaux attrapent tous les virus qui passent. Si vous avez l'occasion de visiter une porcherie moderne vous verrez que l'on y prend autant de précautions que dans une maternité : blouses blanches, aseptisées, sas entre l'intérieur et l'extérieur. Mais on vient d'importer des porcs chinois qui, eux, ont gardé la robustesse du cochon sauvage ! C'est la même chose pour les plantes : elles ont des virus, des cancers, toutes sortes de maladies. Et les souches « naturelles » disparaissent : les souches d'arbres fruitiers sauvages ont presque toutes disparus. C'est un appauvrissement considérable du capital génétique animal et végétal. Et d'ici à l'an 2000 il n'y aura sans doute plus qu'un petit nombre de nations qui contrôleront l'ensemble des ressources génétiques et pourront assurer leur exploitation commerciale à travers quelques variétés et races améliorées. C'est inquiétant car le contrôle de la diversité génétique confère à un petit nombre d'Etats et de firmes une commande inadmissible de la stratégie alimentaire mondiale.

C'est pourquoi il est important de constituer des banques de gènes au niveau national, tout comme il faudrait maintenir certaines races bovines ou ovines en voie de disparition car ce sont des races très rustiques qui comportent des gènes de résistance aux maladies et des possibilités d'adaptation à un environnement difficile. Seront-nous écoutés ? Les scientifiques ne sont pas les décideurs : nous sommes là pour donner les informations et les moyens, la décision est de nature politique. Je ne sais pas si le président de la République aura le temps de lire ce rapport. Pour une fois, je veux être optimiste ! ●

(PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-JOSE BERNARDOT)

Black is beautiful...

Toute la mémoire musicale du peuple noir dans une série télévisée

PAR SERGE RICHARD

TOUT commence par l'Afrique. Tout commence toujours par l'Afrique : peut-être l'histoire de l'homme, et en tout cas l'histoire de cette musique immémoriale qui a essaimé dans l'univers entier. Celle qui, obstinément, entre le continent noir et les Amériques, continue à tresser les liens de la fraternité et de la culture commune — bref, à constituer pour l'éternité « la mémoire du peuple noir ».

C'est cette expression qu'a retenue Claude Fléouter (1), pour titrer la série de quatre émissions (tous les dimanches à 20 h 30, F.r. 3) où il veut tracer — à travers quelque chose qui est bien plus qu'une « série télévisée » musicale — l'identité d'un peuple.

Et c'est tout naturellement aussi qu'il a situé en Afrique contemporaine, au Nigeria, l'un des quatre volets de sa « Mémoire du peuple noir ». Non pas pour en faire le tableau idéalisé d'on ne sait quel paradis perdu, de cette Afrique rêvée vers laquelle, un temps, le mouvement contestataire négro-américain porta des espoirs démesurés. Ce n'est pas cela, la véritable Afrique, et les Africains savent remettre les choses à leur place comme ce Nigérien chantant la ville où il vit : « Lagos/Bouleversée et chaotique... » Le reste est mythologie.

Une mappemonde, surtout si elle porte le tracé des anciennes routes du « bois d'ébène », explique à merveille comment l'admirable culture africaine a essaimé dans l'archipel caraïbe, sur la côte nord-américaine et au Brésil. Dans ce pays, « des choses sortent comme ça des gens », dit, dans l'émission brésilienne, le compositeur Milton Nascimento pour exprimer ce qu'est une musique populaire au pays d'Airto et de Bettina Aaro (disques Wea). Et tout naturellement le chanteur Batalia Bob Junior (disque BBJ) associe des Africains à la musique qu'il construit.

Spectaculairement, avec le téléfilm « Racines », les Etats-Unis ont récemment paru retrouver le patrimoine africain d'une partie de leur population. En réalité, ce n'est pas d'aujourd'hui que la communauté noire d'Amérique du Nord regarde ainsi par-dessus l'Atlantique. Surtout, cette africanité est, autant que dans ses gènes, inscrite dans sa culture, tout particulièrement dans sa musique : vocaux ou style de guitare, il suffit pour cela d'écouter les vieux maîtres de blues, Sonny Boy Williamson et Casey Bill Weldon, sur le précieux label Bluebird ressuscité récemment. Ou encore l'« Every Day », de Joe Turner, ou le Cajun noir, Clifton Chénier, ou l'étonnant blues biographique de John Lee Hooker dans « la Mémoire du peuple noir ».



Joe Hill, leader du groupe Reggae.

L'Afrique, le blues viennent contaminer jusqu'aux prêcheurs religieux et jusqu'à ces orchestres, style Washboard Kings (R.c.a.), qui paradaient sous les fenêtres à fer forgé hispanique de La Nouvelle-Orléans. Tout cela va nourrir les plus grands : la Bessie Smith du film de Fléouter, Armstrong, les pianistes-chefs d'orchestre Ellington et Fats Waller, ou cette trilogie Bechet-Jelly Roll Morton-Bennie Carter dont une nouvelle collection R.c.a. offre désormais les œuvres complètes.

Depuis, beaucoup de doubles croches ont coulé sous les ponts. Mais il est aisé de discerner la tradition maintenue dans les œuvres de musiciens aussi modernes que John Lewis — qui jouera samedi soir à la Maison de la Radio —, Mary-Lou Williams (écoutez, en Pablo, « My Mama » et « Montreux 78 ») ou Jeanne Lee — qui chante à la Chapelle des Lombards du 6 au 11 décembre... Voire le grand orchestre de Gil Evans, ou le père des saxos contemporains, John Coltrane (« Paris Concert », Pablo), et ses disciples du World Saxophone Quartet (album Musica).

La sève africaine est aussi allée nourrir la branche antillaise, quatrième partie de « la Mémoire du peuple noir ». C'est elle qui a donné au jazz américain des hommes comme le saxo ténor Sonny Rollins et le pianiste Monty Alexander (recueil collection « Masters ») ; au jazz français un Guy Conquette (voir son merveilleux disque Unitélédis), un Claude Duhaut — le bassiste du grand orchestre du Splendid — ou un Eddy Louiss, ce maître ès claviers dont on attend avec impatience l'« Histoire sans parole » qui inaugurera Gross Records, sa propre firme d'enregistrement.

La voie jamaïcaine

Mais la Caraïbe, c'est aussi la Jamaïque. Là flamboie un des plus riches rejetons de la musique noire : le reggae. Comme le blues et le jazz, il a surgi de la misère d'un peuple (« C'est dans le ghetto que j'ai tout appris », dit Ras Michael dans le film de Fléouter). Comme eux, il oscille entre une certaine substance religieuse et une contestation sociale bientôt politique : Dennis Brown, Dillinger, Clint Eastwood, les Freedom Fighters (tous en R.c.a.) disent maintenant les choses avec la même violence que naguère les Black Panthers. Que, dans l'inspiration reggae, la révolution prenne définitivement le pas sur la religion des rastas et sur l'« herbe », qui s'en plaindra ? La grande tradition noire, en tout cas, aura trouvé son prolongement logique, une fois de plus.

Discographie : Joe Turner (Pablo). Clifton Chenier « on tour » (Free bird-Fly). Junior Walter (Warner Bros). Gil Evans : « At the Royal Festival Hall » (R.c.a.) et « Parabola » (Musica-Horo). Jeanne Lee et Ran Blake : « The Newest Sound around » (R.c.a.).

1) *« La Mémoire du peuple noir » est aussi le titre d'un livre de Claude Fléouter, chez Albin-Michel (collection Rock et folk). Un disque, un double album, est également tiré de l'émission : « The black way ; la mémoire du peuple noir » (L'Escargot ESC 398, distribution C.b.s.).*

Main basse sur la ville

Toute coïncidence, toute ressemblance, toute similitude de nom ou de situation dans le dernier roman de Max Gallo ne relèveraient que de "l'impur hasard"

PAR NICOLE CHAILLOT

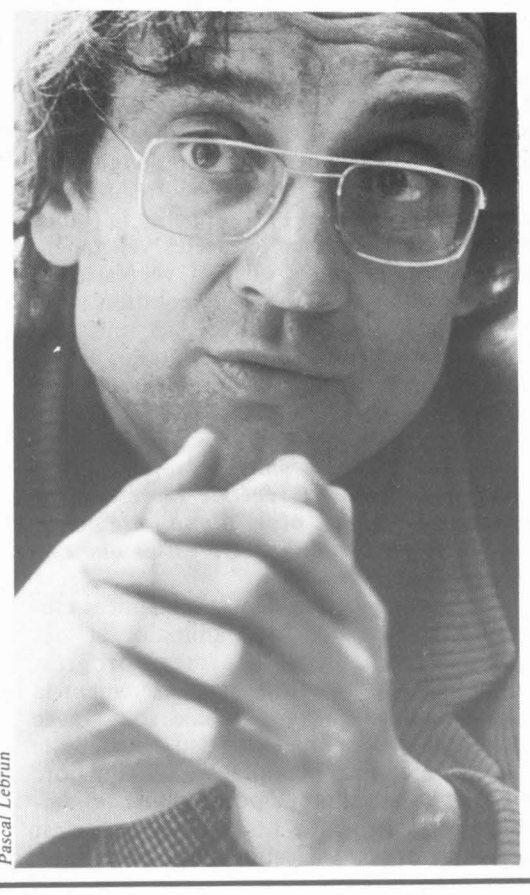
UNE équipe municipale « musclée », mouillée jusqu'aux oreilles dans une opération immobilière frauduleuse et n'hésitant pas à recourir au chantage, au racket, à l'assassinat pour neutraliser opposants et témoins gênants, c'est le thème du dernier roman de Max Gallo, « Une affaire intime ». Un livre qu'on lit d'un seul souffle entraîné dans le mouvement irrésistible de ce « Main basse sur la ville » à la française.

Daniel Salmon, critique de cinéma, scénariste et « intellectuel de gauche », vient passer l'hiver à Lourciez pour écrire et panser ses blessures. La métropole méditerranéenne (dont la ressemblance avec toute autre cité de la côte serait purement fortuite !) engourdie par la morte-saison est gérée d'une poigne de fer par son député-maire (majoritaire) Charles Vallorba. Un homme qui ne craint pas de faire appel à des appariteurs musclés, nostalgiques de l'O.a.s. et... autres Spaggiari (!) pour maintenir sa bonne ville dans le bon sens politique où affairisme et municipalisme vont de pair.

Salmon, le témoin malgré lui, est un héros comme les aimait Dashiel Hammet, une sorte d'Humphrey Bogart vulnérable et tenace que sa secrète fêlure (son fiasco matrimonial) rend particulièrement réceptif au climat d'angoisse et de brutalité qui règne dans la ville.

Tirant, comme par hasard, un fil, il déroule une kyrielle de règlements de compte, de chantages et d'assassinats. S'obstinant comme on se noie, malgré les avertissements de la bande à la tête de laquelle se trouve le maire, il débusquera toute l'affaire... et le paiera de sa vie.

Une sale histoire de terrains à conquérir coûte que coûte afin d'y édifier une très juteuse station de luxe est la base de la machination. Rien n'arrêtera l'édile municipal et ses séides. Pas même le suicide expiatoire de son propre fils.



Pascal Lebrun

Le livre se termine par la liquidation de Salmon, retrouvé « suicidé » après qu'on ait maquillé, afin d'en faire un bon coupable, l'assassinat de sa femme.

Roman proche de « Cadavres exquis » que Max Gallo, moins pessimiste que Leonardo Sciascia et Francesco Rosi, termine en laissant une chance à la vérité d'éclater. Une chance à la Justice et à la presse de faire leur métier... En effet, seule légataire du témoignage posthume de Daniel Salmon, la femme du maire écœurée par les crimes de son mari et réveillée par le suicide de son propre fils entreprend une action en justice.

Tous les personnages rencontrés au long de ce livre haletant sont attachants. Les salauds comme les victimes, les malfrats comme les enfants perdus.

Une fresque contemporaine où bien souvent la fiction frôle de si près la réalité qu'on a l'impression de lire un « papier » dans la rubrique Faits divers (ou Politique intérieure !) de n'importe quel quotidien ou hebdo.

« La Baie des Anges » nous avait déjà donné le goût de ces grands romans populaires, vigoureusement structurés et politiquement convaincants. Nous voilà comblés.

Quel Rosi Max Gallo trouvera-t-il pour mettre en scène cette « Affaire intime » dont il dit : « Pour moi, Daniel Salmon, la ville et ceux qui la dominent existent. Entre eux et moi, c'est une affaire intime. »

* « Une affaire intime », par Max Gallo, Robert Laffont.

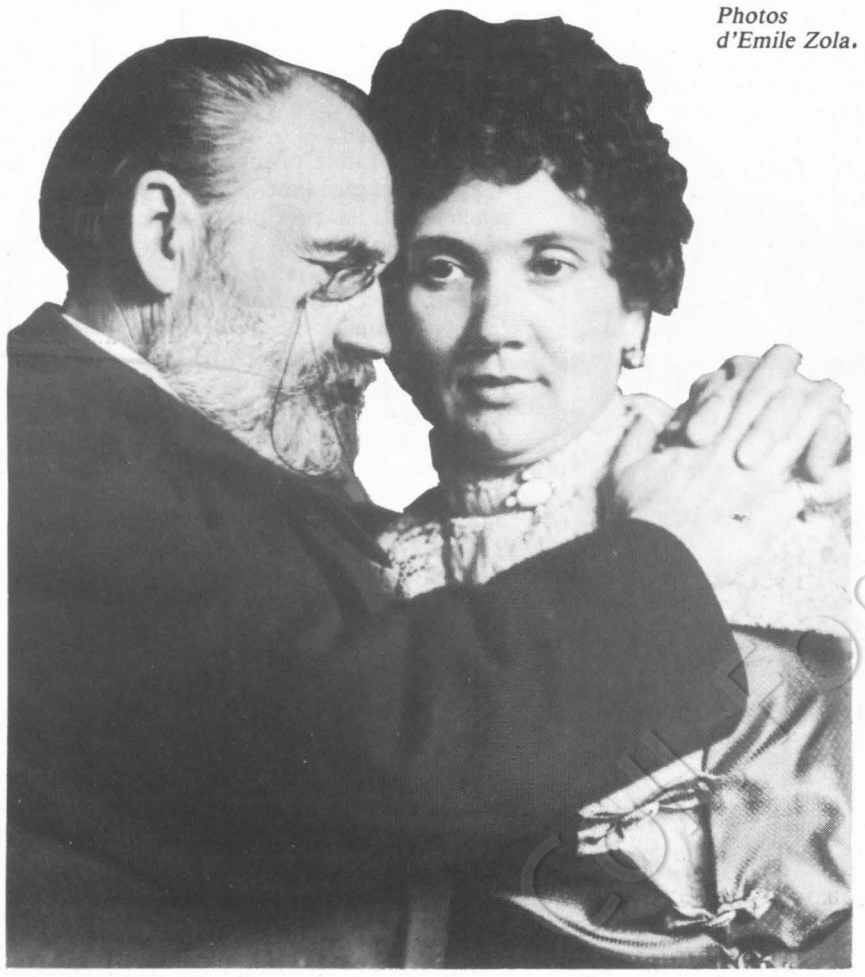
La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

NOSTALGIES

Nous le savions déjà : alors qu'il avait pratiquement achevé son œuvre, Emile Zola découvrit la photographie et se mit à la pratiquer avec la passion et le talent d'un professionnel. Un livre nous le confirme : « Zola photographe » par François-Emile Zola et Massin (Denoël). Un éblouissement ! Une quête qui durera sept ans, les sept dernières années de la vie de Zola : elle nous révèle un bourgeois, sa famille et son espace vital. Car l'auteur de « la Bête humaine » n'est pas allé photographier l'univers populaire de ses romans. Il a préféré figer à l'image son entourage, sa domesticité, ses amis, ses enfants, sa maison de Médan, l'Italie des touristes et les beaux quartiers d'un Paris rectifié par Haussmann. Seuls le marché de Mantes et quelques balayeurs de rue nous ramènent à l'univers de l'œuvre. Ce qui ne diminue en rien la valeur de ces quatre cent quatre-vingts documents-témoins : ils constituent autant de traces d'un siècle en train de naître, le XX^e^. Il n'y a pas si longtemps, en somme, que ces clichés ont été pris. Et pourtant...

Le même climat de nostalgie imprègne deux autres ouvrages : « le Flottage en Morvan du bois pour Paris » de Gérard Guillot-Chêne (Garnier) et « De Gaulle et les photographes » de Jacques Borgé et Nicolas Viasnoff (E.p.a./Vilo). De ce qui était la vie, haute en relief et en couleurs, il ne reste plus que ces images plates, grises... Des livres pour s'attendrir.



Photos d'Emile Zola.

PERRAULT RETROUVÉ

Les contes de Charles Perrault sont autant de machines à rêver. Mais jamais ces machines n'ont existé. Au mieux, de grands illustrateurs ou quelques cinéastes les ont mises en images. Un groupe d'artisans a décidé de donner vie au moins à l'une de ces machines : ils ont reconstitué tout l'univers de « la Belle au bois dormant » à Rosny 2. Deux cents automates évoluent dans un village et dans un château de onze mètres de haut, fort de cinq tours, un donjon et un pont-levis. Du réellement jamais vu. Qu'on peut voir tous les jours de 11 h à 22 h sauf les lundi et samedi, jusqu'à 20 h) jusqu'au 31 décembre. Les parents peuvent accompagner leurs enfants !

MUSIQUE VIVANTE

Trois week-ends de « Musique vivante » à Clichy. Après « Jazz-improvisations » la semaine dernière, le Festival accueillera trois jours de « Musique différente » : Emilie Letendre à voix nue et le quatuor Armonicord, le 30 novembre ; Atom Cristal, « Un drame musical instantané », et Jacques Berrocal, le 1^er^ décembre ; Axolotl, Anne-Marie Fijal et Joëlle Léandre, le 2 décembre. Le week-end suivant sera celui du « Folklore au présent » : le trio de musique maghrébine Akka et le groupe Alambic et vieilles dentelles, le 7 décembre ; le G.a.m., Fredizzi Ward et Poc, la chanteuse Talila et le sextuor Garana, le 8 ; Tran Quang Hai et Bach Yen, musiciens du Viêt-nam, le 9. Au total, tout le contraire d'un musée.

CINE DE CAMPAGNE

La ville d'Aurillac présente, depuis le 23 novembre et jusqu'au 2 décembre, un festival « Cinéma et monde rural » qui déborde sur les communes de Saint-Flour et de Riom-ès-Montagne. Premier axe de la manifestation : diffusion et promotion de films français en milieu rural ; second : diffusion et promotion de films ayant pour thème le monde rural ; troisième : colloque « le Spectateur en milieu rural ». Dans un message adressé aux organisateurs de la manifestation, François Mitterrand a dénoncé la situation « profondément injuste » faite au monde rural : « A la campagne, les salles disparaissent comme les lignes de chemin de fer, les écoles et les bureaux de poste, tandis que la télévision enferme exclusivement chacun chez soi. Ainsi, 70 % des Français sont-ils privés du droit au cinéma et en particulier du droit à la vision des œuvres nouvelles. »

AU BORD DE L'EAU

La Péniche est arrivée. La Péniche est revenue. La Péniche-Théâtre de Mireille Larroche et Jean-Paul Farré. Elle est à nouveau à l'ancre canal Saint-Martin, à Paris, face à la rue du Terrage. Elle accueille jusqu'au 6 janvier prochain des artistes de l'association « Ecoute s'il pleut ». A l'affiche, cela s'appelle « Pas de superstars pour Noël ». D'un côté, à 20 h 30, de la chanson. De l'autre, à 22 h 30, du rock. Côté chanson : Castélémis jusqu'au 2 décembre ; le Kabyle Idir, du 4 au 16 décembre ; Charlélie Couture, du 18 décembre au 6 janvier. Côté rock : Design, jusqu'au 2 décembre ; Jungle-la-féraille, du 4 au 9 décembre ; et les Privés, du 11 au 16 décembre. Ces chanteurs et ces groupes ne sont pas aux premiers rangs des hit-parades. Avantage : on peut les écouter sans bousculade ni trépignement, sur une péniche au bord de l'eau.





MONSIEUR CHANSON

Dialogue totalement clownesque et à peine imaginaire, surpris dans les couloirs du ministère de la Culture et de la Communication, il y a quelques jours :

— Comment ça va, monsieur Chapier ?

— Oh, mais vous me connaissez, monsieur Lecat ?

— Oui, je vous connais, monsieur Chapier.

— Et depuis quand, monsieur Lecat ?

— Depuis que vous avez fait paraître un article dans « le Monde », sur la chanson, il y a quelques semaines, monsieur Chapier.

— Et ça vous a intéressé, monsieur Lecat ?

— Beaucoup, parce qu'avant de lire votre article, je n'y connaissais rien, monsieur Chapier.

— Avant de l'écrire, moi non plus, monsieur Lecat !

— Ah bon... alors vous êtes l'homme qu'il me faut, monsieur Chapier !

— Pour quoi faire, monsieur Lecat ?

— Pour être mon « Monsieur Chanson » (*), monsieur Chapier.

— Mais votre ministère s'est-il déjà occupé de chanson, monsieur Lepier ?

— Oh non ! Jamais, monsieur Chacat !

— Ah ! vous me rassurez, monsieur le ministre...

— A demain, Monsieur Chanson.

(*) Henry Chapier, critique de cinéma, a réellement été nommé « Monsieur Chanson » par le ministre Lecat. Dans la meilleure tradition courtelinesque.

LES ANNEES BIZOT

Après quatre années d'absence, la classe des soixante-huitards remonte au front : « Actuel » reparaît dans les kiosques. Mais ce n'est plus du tout le mensuel délavé et débraillé qui lança les petites annonces gratuites, qui caressa l'underground dans le sens de ses révoltes et de ses défonces. C'est un « news magazine » tiré sur beau papier glacé, quadrichromé, « profilé » par le marketing, à l'allure sérieuse : une sorte de compromis entre le grand journalisme à la Kessel et l'insolence tendre à la Cavanna. Du talent et de la passion pour nous faire vivre, par exemple, le nettoyage de Barbès ou la fin du dictateur guinéen Macias Nguéma... L'équipe du nouvel « actuel » est la même que celle de l'ancien. Qu'a donc fait ce petit monde pendant quatre ans ? La réponse est, à peine déguisée, dans un livre de Jean-François Bizot, « les Années blanches » (Grasset), qui sort ces jours en librairie : ils se sont emmerdés, presque à en mourir. Mais, Jean-François Bizot, ne serait-ce pas justement le géniteur d'« Actuel » dans ses deux versions ? Mais son livre et son journal ne sortiraient-ils pas en même temps ? Bizarre... Moi, j'ai dit bizarre ? Non, j'ai dit Bizot.

ETRANGES PHOTOS

Le Fil d'Ariane (161, boulevard du Montparnasse, Paris 6^e^) propose actuellement, et jusqu'au 8 décembre, une superbe exposition au titre étrange : « Constats bio-électriques. » Sous ce mystérieux intitulé se cachent d'étonnantes photographies de Georges Guilpin. Au départ, des matériaux tout à fait naturels : des feuilles de chêne, d'érable, de lierre, de clématite, de fougère, de renoncule rampante, de ronce, de violette, de liseron, des roses, des coquelicots, des tiges de lavande, etc. Mais Guilpin ne les a pas photographiés de manière très classique. Il les a placés sur une plaque de verre, elle-même posée sur une électrode reliée à un générateur à haute fréquence (vingt-cinq mille hertz) et sous haut voltage (vingt-cinq mille volts). Il suffit de poser un film sur la feuille ou la tige et de faire passer une impulsion électrique : on obtient un photogramme, une photo prise sans appareil. A l'œil cela donne quelque chose comme une radiographie de l'élément photographié.

Ce qui est étonnant c'est que chaque cliché, autour de la feuille ou de la tige, a fixé une aura de lumière. Le phénomène a été découvert en 1939 par l'électricien soviétique Semyon Kirlian. Il est, depuis, l'objet d'une controverse mondiale : simple phénomène électrique ou plus ? Les photos de Guilpin ne font que constater : en photographiant un élément toutes les huit heures, il enregistre sur ses clichés des variations d'état, des diminutions d'intensité, voir des disparitions de l'image. Pourquoi telle feuille cesse-t-elle d'être conductible ? Pourquoi telle tige agonise-t-elle ? Chez Guilpin l'art précède la science : ses photos sont belles mais seuls des scientifiques pourront peut-être un jour lui dire ce qu'il a photographié.

Précision : la critique de « Danton et Robespierre », parue dans notre dernier numéro sous le titre « Hossein... culotté ! », n'était pas de Jean-Paul Liégeois mais de Claude Estier.

DEBAT SUR LE PROJET

Pour une politique socialiste de l'énergie

Nous commençons cette semaine la publication d'une série de réflexions et commentaires sur le Projet socialiste afin de contribuer au débat qui va se poursuivre jusqu'en janvier dans les sections. On sait que deux passages seulement du texte se présentent sous forme d'options entre lesquelles les militants devront trancher. L'un de ces choix concerne la politique de l'énergie.

Paul Quilès défend ici l'option numéro 1 hostile au développement massif de l'énergie nucléaire.

PAR PAUL QUILES

EN Suède, l'énergie nucléaire a fait tomber le gouvernement deux fois. En Autriche, un référendum sur l'opportunité de construire une centrale nucléaire a failli mettre le parti au pouvoir en danger. Aux Etats-Unis, le débat sur l'énergie est au cœur des préoccupations politiques depuis plusieurs années à un point tel qu'aujourd'hui la compétence, la popularité et la volonté politique du président Carter sont mises en cause à propos des choix énergétiques. En Allemagne fédérale, le S.p.d. s'interroge sur l'opportunité de continuer ou d'arrêter le programme nucléaire.

En France, en revanche, aucun débat public n'a véritablement eu lieu, et cela alors que, de plus en plus nombreux, les Français s'inquiètent à juste titre des dangers que pourrait faire courir un programme nucléaire accéléré ou encore des risques de voir la crise pétrolière entraîner des conflits armés (sondage Sofrès- « l'Expansion », 21 septembre 1979). Les récents événements du Moyen-Orient ne peuvent qu'accentuer ces craintes.

Le débat sur l'énergie est donc essentiel. Mais sa complexité technique et le fait que les passions obscurcissent souvent la raison, surtout lorsqu'il est question du nucléaire, rendent la discussion difficile. Les points de vue en présence se limitent fréquemment à des caricatures ou à des positions simplistes. Les socialistes ne peuvent accepter d'en rester là. Leur analyse et leurs positions doivent être cohérentes avec les idées forces qui sont celles du socialisme.

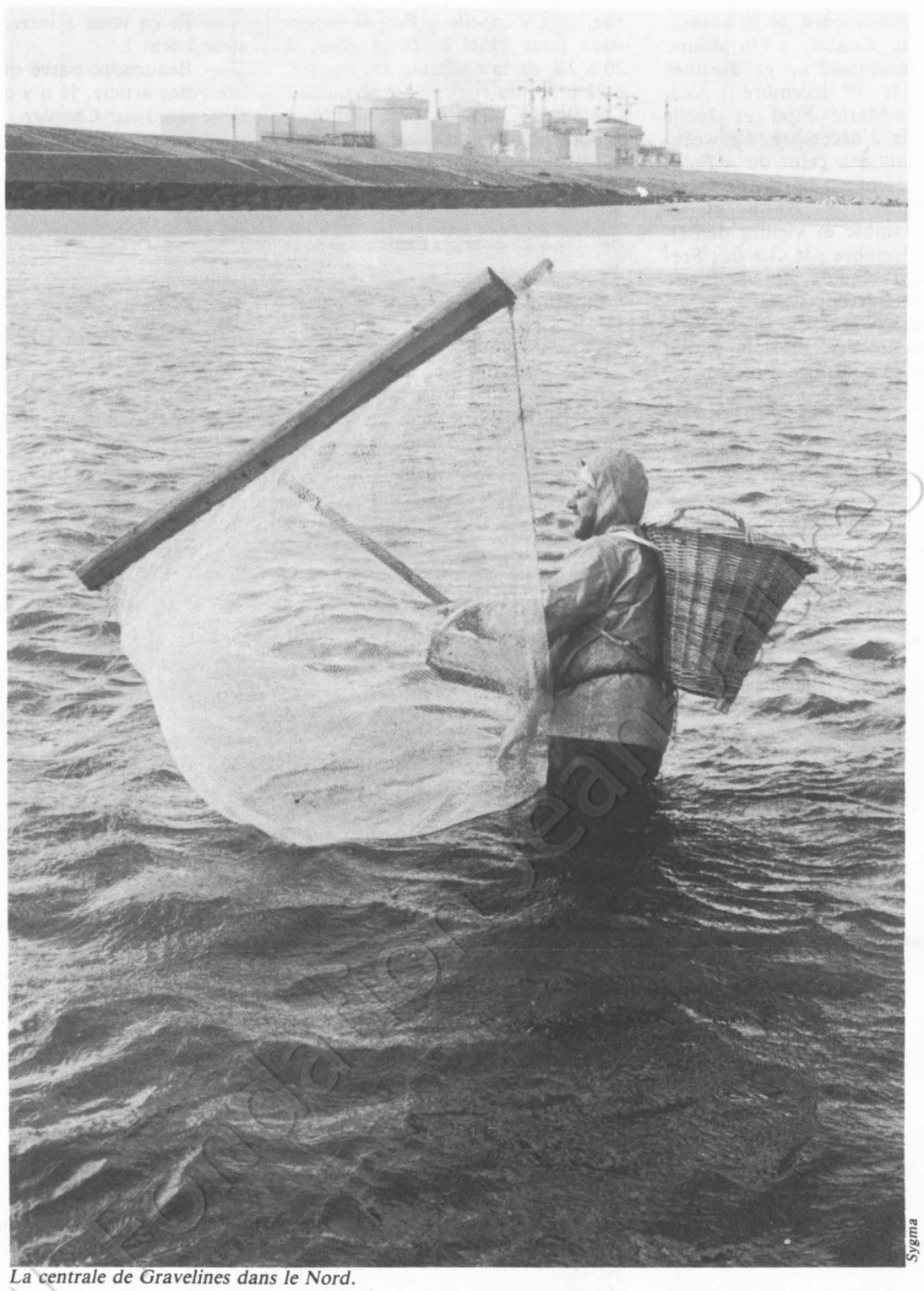
Les idées forces

Elles sont au nombre de cinq :

1) Nous remettons en cause le mode de croissance capitaliste dont une des caractéristiques est précisément l'augmentation démesurée des consommations d'énergie. Or nous savons que la continuation du rythme actuel de croissance des économies occidentales et l'amélioration, même faible, du niveau de vie du tiers monde risque de poser de sérieux problèmes. Rappelons pour illustrer ce propos que les « pays en voie de développement », qui représentent trois quarts de la population mondiale, ne consomment qu'un tiers de l'énergie consommée sur la planète. Compte tenu de leur évolution démographique, leur simple survie implique un décuplement de leur consommation dans les cinquante ans à venir et probablement une multiplication par vingt ou trente au cas où ces pays commenceraient, même timidement, à s'industrialiser. Il nous fait donc réfléchir aux moyens de mettre en œuvre pour dissocier la croissance économique, qui doit être relativement forte, de la croissance énergétique.

2) Nous devons nous attacher à accroître l'indépendance énergétique du pays.

L'énergie est devenue depuis 1973 un produit coûteux et la facture énergétique représente désormais une menace pour l'équilibre de notre balance commerciale et donc pour l'indépendance nationale. Tous nos efforts doivent tendre à réduire durablement les importations d'énergie.



Sygma

La centrale de Gravelines dans le Nord.

3) Le respect de l'environnement est une contrainte que les socialistes s'imposent car ils veulent « dominer la nature sans l'anéantir » afin de réaliser entre l'homme et son milieu naturel une harmonie que la société capitaliste a rompue. Or chacun sait qu'une consommation extensive d'énergie a de fortes chances d'être difficilement conciliable avec une politique active de protection de l'environnement. Raison de plus pour éviter tout accroissement incontrôlé de la consommation d'énergie.

4) Dans les choix que nous devons faire, la notion de rentabilité financière au sens strict est insuffisante. Que les technocrates et les grands groupes qui orientent la politique en matière énergétique ne se soucient pas du « coût social » d'une décision ne nous surprend pas. Il n'est pas de leur intérêt de prendre en compte les conséquences qu'elle peut avoir sur l'emploi, l'environnement, les retombées à long terme... Seul leur importe le rendement financier immédiat. Telle ne peut être l'approche des socialistes qui ne doivent en aucun cas négliger le coût social de décisions qui engagent non seulement le présent mais aussi le long terme.

5) Il n'est pas acceptable que des choix lourds de conséquences pour l'avenir ne soient pas débattus démocratiquement. L'élaboration du programme gouvernemental de développement massif de l'énergie nucléaire se caractérise notamment par une absence totale de caractère démocratique. Aucune consultation n'a eu lieu, pas même celle du Parlement, à qui l'on a refusé le droit de se prononcer sur la politique énergétique du gouvernement. Inutile de dire que les socialistes ont une autre conception du débat démocratique qui doit se dérouler devant le Parlement et devant le pays.

Les écueils

Deux écueils sont à éviter dans la définition d'une politique socialiste de l'énergie.

Le premier écueil consiste à accepter des analyses généreuses mais parfois hâtives qui concluent à la nécessité d'abandonner totalement l'énergie nucléaire.

Il faut être réaliste. On peut toujours réécrire l'Histoire et se demander quelle serait aujourd'hui la situation énergétique de la France si une autre politique avait été suivie depuis vingt ans dans le domaine du charbon, de la diversification des approvisionnements, de la recherche, des économies d'énergie... Malheureusement, cela ne s'est pas produit et nous « hériterons », à notre venue au pouvoir, d'une structure de production et de consommation énergétiques que nous n'avons pas voulue. Il nous faudra bien partir de là. Un certain nombre de centrales nucléaires existeront ; la diversification des sources d'énergie sera insuffisante ; le niveau de consommation d'énergie par habitant sera encore élevé et la pénétration des énergies nouvelles très faible. Dans ces conditions, il est impossible d'envisager un arrêt des centrales nucléaires en fonctionnement et un refus total de recourir au nucléaire. Comment assurerait-on son remplacement ? Il ne faut jamais oublier en effet qu'en matière énergétique les décisions ne portent leurs fruits qu'à échéance de plusieurs années (deux ans au moins pour les économies d'énergie, sept ans pour le nucléaire, plus de dix ans pour les énergies nouvelles).

Le deuxième écueil consiste, à l'opposé, à postuler, ainsi que le fait le gouvernement, que le seul moyen pour diminuer notre consommation de pétrole consiste à développer massivement et rapidement le nucléaire. Or un tel raisonnement risque de conduire à terme à une impasse comparable à celle que nous connaissons aujourd'hui avec le « tout-pétrole ». En effet, chacun sait que, dans le domaine industriel, la sûreté à 100 % n'existe pas et l'on est confronté, avec la production industrielle d'énergie nucléaire, au problème de la concentration d'un gros enjeu avec une probabilité faible d'accident.

Au fur et à mesure que le nombre de réacteurs augmente (le gouvernement prévoit une centaine de réacteurs à l'horizon 2000), cette probabilité a tendance à croître. Une augmentation trop forte et trop rapide du nucléaire se traduira par une augmentation des risques :

— risques liés à des défaillances du matériel ; la rapidité de construction peut amener à prendre moins de précautions ; l'augmentation des coûts peut conduire à économiser sur la sécurité ; les fissures constatées sur les réacteurs et les générateurs de vapeur des centrales P.W.R. de Framatome en sont un exemple ;

— risques liés à des défaillances humaines (formation insuffisante ou erreur d'opération). Il semble que ce soit là une des causes de l'accident d'Harrisburg (Etats-Unis).

L'enjeu est donc considérable car un accident dans une centrale nucléaire peut avoir des conséquences particulièrement graves. La faible probabilité du risque, qui augmente cependant avec le nombre des réacteurs et la précipitation des programmes, n'empêche pas qu'un accident grave survenu quelque part dans le monde a de fortes chances d'entraîner des réactions de rejet du nucléaire. On peut même se demander si, dans une telle hypothèse, la pression des populations ne risque pas d'aboutir à un arrêt brutal des programmes de construction ou à une interruption de centrales en cours d'exploitaton. Si le nucléaire représente une part importante du bilan énergétique, c'est alors — paradoxalement — l'indépendance nationale qui est mise en cause... alors que l'on visait précisément à l'améliorer.

D'où la nécessité de minimiser les risques en réduisant, autant que faire se peut, le développement du nucléaire.

Cette progression modérée du nucléaire devra s'accompagner d'un renforcement des mesures de sécurité et de la mise en place d'un contrôle démocratique sur l'ensemble du cycle nucléaire. En tout état de cause, les socialistes s'engagent à organiser, dès leur arrivée au pouvoir, un vaste débat sur les choix énergétiques du pays, qui serait sanctionné par un référendum.

En attendant, militants et élus socialistes doivent poursuivre leurs luttes contre la politique énergétique du gouvernement en cherchant à obtenir à la fois une réduction du programme nucléaire et des mesures appropriées pour favoriser les économies d'énergie et le développement des énergies nouvelles.

Le Projet socialiste a pour but de clarifier nos positions et de mobiliser les militants et les sympathisants socialistes. L'énergie est certainement un des thèmes pour lesquels ce double objectif apparaît le plus clairement. Le débat engagé dans le Parti en ce moment sur ce sujet difficile ne peut que faire progresser la prise de conscience nécessaire des socialistes, hors des sentiers trop faciles et dangereux des idées toutes faites ou de la démogagie.

Si l'on accepte les cinq idées forces qui doivent guider notre action et si l'on s'attache à éviter les deux écueils définis plus haut, une seule politique est possible : celle qui vise à la fois à accentuer les économies d'énergie, à promouvoir rigoureusement les énergies nouvelles et à ralentir la pénétration du nucléaire.

Accentuer les économies d'énergie

Il est certain que les mesures préconisées par la gauche (par exemple, l'augmentation

(suite en page 2)